



Organisation
internationale
du Travail

► Finance Solidaire

Rapport annuel 2020



► Finance Solidaire

Rapport annuel 2020



Copyright © Organisation internationale du travail 2021

Première édition 2021

Les publications du BIT jouissent de la protection du droit d'auteur en vertu du Protocole 2 annexé à la Convention universelle pour la protection du droit d'auteur. Toutefois, de courts passages pourront être reproduits sans autorisation, à la condition que leur source soit dûment mentionnée. Toute demande d'autorisation de reproduction ou de traduction devra être envoyée à l'adresse suivante : Publications du BIT (Droits et licences), Bureau international du travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par courriel : pubdroit@ilo.org. Ces demandes seront toujours les bienvenues.

Les bibliothèques, institutions et autres utilisateurs enregistrés auprès d'un organisme de gestion des droits de reproduction ne peuvent faire des copies qu'en accord avec les conditions et droits qui leur ont été octroyés. Visitez le site www.ifrro.org afin de trouver l'organisme responsable de la gestion des droits de reproduction dans votre pays.

Finance solidaire Rapport annuel 2020 / Bureau international du travail - Geneva: ILO, 2021

ISBN Français (web pdf) 978-92-2-035065-2

Bureau international du travail

Egalement disponible en anglais, Annual Report 2019 (ISBN 978-92-2-035062-1 (version imprimée) et ISBN 978-92-2-035063-8 (version web pdf)), Genève, 2020, et en espagnol, Informe anual 2019 (ISBN 978-92-2-035067-6 (version web pdf), Genève, 2021.

Données bibliographiques BIT

Les désignations utilisées dans les publications du BIT, conformes à la pratique des Nations unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Bureau international du travail aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ou quant au tracé de ses frontières.

Les opinions exprimées dans les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs et leur publication ne signifie pas que le BIT y souscrit. La mention ou la non-mention d'entreprises ou de produits ou procédés commerciaux donnés n'implique de la part du BIT aucune appréciation favorable ou défavorable.

Les publications du BIT peuvent être obtenues dans les principales librairies et auprès des bureaux locaux du BIT dans de nombreux pays, ou directement auprès de Publications du BIT, Bureau international du travail, CH-1211 Genève 22, Suisse. Les catalogues et listes des nouvelles publications sont disponibles gratuitement à l'adresse ci-dessus ou par courriel : pubvente@ilo.org

Visitez notre site web : www.ilo.org/publns

Photo de couverture: © ILO / Marcel Crozet

Imprimé en Suisse

Cette publication a été réalisée par le Service de production, impression et distribution des documents et publications (PRODOC) du BIT.

Création graphique, conception typographique, mise en page, impression, édition électronique et distribution.

PRODOC s'engage à utiliser du papier issu de forêts gérées dans le respect des principes d'écologie durable et de responsabilité sociale.

Code: CHD-REPRO

► Sommaire

Acronymes et abréviations	2
Préface	3
Mesurer nos progrès	5
Chapitre 1. Inclusion financière	7
1.1 Combiner les services financiers et non financiers dans le cadre d'une approche « finance-plus »	
1.2 Utiliser les technologies financières pour promouvoir le travail décent	9
1.3 Grouper les services financiers au sein de solutions intégrées pour améliorer la gestion des risques	
1.4 Promouvoir une utilisation éclairée des services financiers par l'éducation financière	11
1.5 Atteindre les segments de marché mal desservis	13
1.6 Promouvoir les bonnes pratiques par le biais des décideurs politiques et des acteurs du secteur	15
Chapitre 2. Assurance d'impact	17
2.1 Tester de nouvelles approches	17
2.2 Promouvoir les bonnes pratiques par le renforcement des capacités et le développement du marché	20
Chapitre 3. Investissement durable	23
3.1 Collaboration avec les investisseurs d'impact	23
3.2 Collaboration avec les réseaux du secteur de l'investissement	27
3.3 Collaboration avec la famille des Nations Unies	30
Perspectives pour 2021	32
Pour suivre les nouveautés du programme Finance solidaire	34
Annexes	35
Annexe 1. Bailleurs de fonds et partenaires	35
Annexe 2. Partenaires stratégiques	37
Annexe 3. Partenaires de mise en œuvre	38
Annexe 4. Supports de connaissances en 2020	40
Annexe 5. L'équipe	45

► Acronymes et abréviations

AATIF	Africa Agriculture and Trade Investment Fund (Fonds d'investissement africain pour l'agriculture et le commerce)
ACCEL Africa	Accélérer l'action pour l'élimination du travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement en Afrique
agri-PME	Petites et moyennes entreprises agricoles
CIF-OIT	Centre international de formation de l'Organisation Internationale du Travail
Fasecolda	Federación de Aseguradores Colombianos (Association colombienne des assurances)
FIDA	Fonds international de développement agricole
GIIN	Global Impact Investing Network (Réseau mondial pour l'investissement d'impact)
GIZ	Deutsche Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit (Agence allemande de développement international)
IBWG	Impact Bonds Working Group (Groupe de travail sur les contrats à impact social)
IFC	International Finance Corporation (Société Financière Internationale)
NHIA	National Health Insurance Authority (Agence nationale d'assurance santé du Ghana)
ODD	Objectif(s) de développement durable
OIC	Oro Integrated Cooperative (Coopérative intégrée Oro)
PARM	Platform for Agricultural Risk Management (Plateforme pour la gestion des risques agricoles)
PDF	Personnes déplacées de force
PME	Petites et moyennes entreprises
PMFBY	Régime national indien d'assurance agricole
PSF	Prestataire de services financiers
SAFIN	Smallholder and Agri-SME Finance and Investment Network (Réseau de financement et d'investissement en faveur des petits exploitants et des PME agricoles)

► Préface

Il ne fait pas de doute que l'année 2020 restera dans les annales comme l'une des pires années de l'histoire récente, véritable *annus horribilis*, disputant ce sombre titre à 1917, 1929 et 1941. Le monde a fait face à des défis sans précédent, accablé par une pandémie provoquant une crise économique, qui plus est dans un contexte de dégradation croissante des conditions climatiques.

Ces circonstances mettent en évidence l'impérieuse nécessité pour le secteur financier de contribuer à la justice sociale – qu'il s'agisse pour les banques de renégocier les conditions de prêt avec leurs emprunteurs pour s'adapter à l'évolution de leur situation économique, pour les assureurs d'étendre la couverture des travailleurs en y intégrant une protection contre la perte de revenu causée par le COVID-19, ou encore pour les investisseurs d'identifier les opportunités de création d'emplois qui prendront le relais des secteurs les plus touchés par la pandémie.

Comme les années précédentes, le travail de l'OIT avec le secteur financier est organisé autour de trois axes : **inclusion financière, assurance d'impact et investissement durable**. Nous commençons par travailler avec le secteur financier pour innover et tester de nouvelles approches. En évaluant ensuite ces innovations, nous identifions celles qui permettent d'obtenir l'impact social que nous recherchons c'est-à-dire quel type d'engagement permet de créer des emplois, d'améliorer les conditions de travail et/ou de renforcer la résilience. Nous documentons enfin ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas, et nous diffusons le fruit de nos recherches par le biais de divers canaux, notamment à travers des programmes de formation et des conseils en politiques publiques (voir Figure 1).



Figure 1. Modèle d'impact du programme Finance solidaire

► Expérimentation	► Apprentissage	► Documentation	► Promotion
<ul style="list-style-type: none"> ► Soutenir des projets d'innovation en collaboration avec des institutions financières et d'autres partenaires ► Conduire des projets de recherche-action 	<ul style="list-style-type: none"> ► Entretenir des partenariats avec les principaux groupes de réflexion et organismes sectoriels ► Réaliser des évaluations ciblées ► Animer des communautés de pratique 	<ul style="list-style-type: none"> ► Publier des enseignements et des recommandations : documents de travail, lettres d'information, <i>Emerging Insights</i>, site web ► Développer des matériaux de formation, y compris des guides de formation des formateurs 	<ul style="list-style-type: none"> ► Diffuser nos enseignements et le fruit de nos réflexions auprès des acteurs clés : ► décideurs politiques ► praticiens et partenaires sociaux ► consommateurs ► grand public

2020 a été une année difficile pour beaucoup. Les secteurs économiques dans lesquels les employés ne pouvaient pas travailler à domicile, comme le tourisme, l'hôtellerie et le divertissement, ont subi des pertes d'emplois massives. De nombreuses entreprises ont dû fermer, temporairement ou définitivement, et les chaînes de valeur reliant la production à la consommation ont été totalement perturbées. Les travailleurs migrants et les personnes employées dans l'économie informelle sans accès à la protection sociale ont été parmi les groupes les plus touchés.

Comme toutes les entreprises dans le monde, pour mettre en œuvre sa mission et atteindre ses objectifs en 2020, le programme Finance solidaire a dû s'adapter et trouver de nouveaux modes de fonctionnement. Ce rapport annuel présente quelques-uns des moyens innovants que nous avons trouvés pour servir nos partenaires. Nous espérons qu'à mesure de notre progression, le chemin commencera à s'éclaircir, que l'année 2021 offrira de nouvelles opportunités et que nous pourrons nous appuyer sur ces innovations développées par nécessité. En attendant, nous sommes heureux de partager avec vous ce rapport, qui présente les actions menées par le programme Finance solidaire malgré les conditions difficiles. L'arrivée de 2021 offre une autre raison de se réjouir : elle marque le 30^e anniversaire de la Finance solidaire au sein de l'OIT – ne manquez pas de partager avec nous les futures célébrations !



CRAIG CHURCHILL

Chef du programme Finance solidaire de l'OIT

► Mesurer nos progrès

Au cours de l'année 2020, nous avons continué à encourager les approches innovantes qui cherchent à résoudre certaines des grandes problématiques que rencontre le secteur financier. Comme par le passé, nous avons ensuite partagé leurs résultats avec les acteurs intéressés. Voici quelques indicateurs qui illustrent les résultats impressionnants que nous avons obtenus auprès des acteurs du secteur financier, et auprès de leurs clients ou membres.

Nous avons soutenu l'extension de l'offre de services financiers responsables à plus d'un million et demi de clients

En 2020, nos projets en cours ont touché plus d'un million et demi de ménages à faible revenu, de petites exploitations agricoles et de micro et petites entreprises. Au total, les organisations que nous avons soutenues depuis 2008 ont servi près de cinq millions de clients.

Nous avons partagé des solutions innovantes avec plus de 72 000 acteurs

Depuis 2008, nous avons partagé les connaissances et l'expérience issues de notre travail avec le secteur financier avec plus de 550 000 acteurs à travers le monde, à qui nous avons apporté des solutions innovantes pour répondre à leurs problèmes. Au cours de la seule année 2020, nous avons touché plus de 72 000 acteurs (dont 48 % de femmes), dont près de 2 000 par le biais d'interactions directes à l'occasion de formations, d'événements et de webinaires par exemple. Le reste se compose d'abonnés et de personnes touchées par le biais de notre site web et des médias sociaux. Comme l'illustrent les Figures 2 et 3, la répartition géographique des personnes touchées est assez équilibrée, de même que la répartition par type d'acteurs.

Figure 2. Personnes touchées, par région

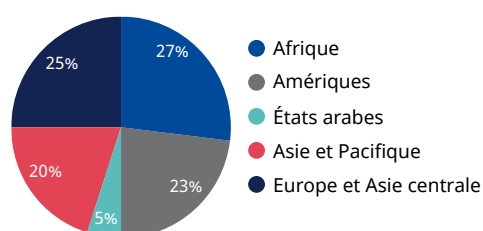


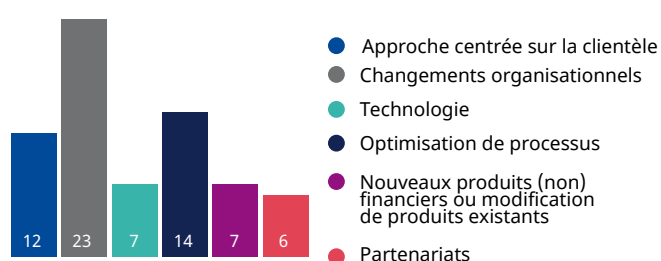
Figure 3. Personnes touchées, par type de public



Nous avons amélioré les pratiques de 45 organisations

En 2020, 45 organisations ont déclaré avoir amélioré leurs pratiques grâce au travail que nous avons réalisé avec elles, soit pour renforcer leurs capacités, soit dans le cadre de projets menés en partenariat. La Figure 4 montre la nature des résultats obtenus : introduction d'un nouveau produit, développement d'une nouvelle technologie, amélioration des processus existants, entre autres.

Figure 4. Types d'améliorations apportées



Progrès dans l'élaboration des politiques

En 2020, nous avons conseillé des banques centrales et d'autres institutions gouvernementales dans dix pays sur leurs politiques ou stratégies nationales en matière d'inclusion financière, d'éducation financière et de finance rurale. Nous avons par ailleurs soutenu des associations sectorielles et des groupes d'experts, tels que la Social Performance Task Force, la Plateforme européenne de la microfinance, le Microassurance Network, le Global Impact Investing Network (GIIN) et l'Impact Bonds Working Group (IBWG).





© ILO, Marcel Crozet

La finance peut contribuer à la justice sociale et à la promotion du travail décent et le secteur bancaire est notre point de départ.



1. Inclusion financière

Le secteur bancaire – notamment les banques, les coopératives de crédit et les institutions de microfinance – est le point de départ de notre « tour » de la finance solidaire, qui propose d’illustrer comment la finance peut contribuer à la justice sociale et au travail décent. Pour faire de la finance solidaire un objectif réalisable, ces acteurs doivent mobiliser des moyens différents – des moyens inhabituels. Ce chapitre explore cinq façons de le faire :

- ▶ combiner les services financiers et non financiers dans le cadre d’une approche « finance-plus » ;
- ▶ utiliser les technologies financières pour promouvoir le travail décent ;
- ▶ grouper les services financiers au sein de solutions intégrées pour améliorer la gestion des risques ;
- ▶ promouvoir une utilisation éclairée des services financiers par l’éducation financière ;
- ▶ atteindre les segments de marché mal desservis.

Ce chapitre décrit aussi quelques-unes de nos initiatives pour promouvoir des analyses, des recommandations et des conseils politiques auprès des organismes du secteur financier avec lesquels nous collaborons.

1.1 Combiner les services financiers et non financiers dans le cadre d’une approche « finance-plus »

L’un des moyens pour les prestataires de services financiers (PSF) d’améliorer l’impact de leurs activités sur leurs clients consiste à combiner les services financiers et les services non financiers, tels que la formation professionnelle. La logique est la suivante : les entreprises qui reçoivent une formation en même temps que leur crédit seront capables de meilleures performances que celles qui ne reçoivent que le crédit. Pour tester cette hypothèse, l’OIT a collaboré avec le Secrétariat d’Etat suisse à l’économie pour mener un projet en Indonésie avec une douzaine d’institutions financières. Les résultats de la recherche



Expérimentation



Apprentissage

quantitative et qualitative ont été publiés dans le rapport annuel de l'année dernière et ont confirmé notre hypothèse initiale. Un certain nombre d'enseignements précieux sur la mise en pratique de cette approche combinée ont été diffusés en 2020.

- **Élargir plutôt qu'approfondir les thèmes de formation.** Le projet a formé le personnel de PSF sélectionnés pour conseiller les entrepreneurs sur des questions de gestion. À cette occasion, nous avons fait le constat suivant : alors que les formations destinées aux entreprises ciblent souvent un sujet particulier, il apparaît qu'elles soient plus efficaces quand elles couvrent tous les domaines de la gestion d'entreprise de manière holistique. Les expériences de prestations de services et les réactions des clients ont confirmé que cette approche globale était utile. C'est un enseignement qui pourra être pris en compte dans la conception des futures formations ou initiatives de conseil en développement d'entreprise.
- **Approche hybride.** Pour que l'approche « finance-plus » soit viable, les PSF doivent recourir à la technologie pour minimiser leurs coûts. Une part importante du conseil consiste à motiver les clients, notamment en fournissant des encouragements et des rappels. Ceux-ci peuvent favoriser le changement de comportement et peuvent être transmis aux clients par le biais de leur téléphone portable. Cependant, compte tenu du type de micro et petites entreprises visées par le projet, il n'est pas possible de dispenser une formation complète ou des services de conseil entièrement en ligne. Une approche combinant un contenu en ligne et une interaction en face à face sera probablement nécessaire pour travailler avec des entrepreneurs peu expérimentés.
- **Intégrer la fonction de conseil dans la description de poste.** C'est l'un des principaux enseignements tirés des projets pilotes : la formation des agents de crédit a dû être modifiée afin qu'ils considèrent les conseils aux clients comme l'une de leurs fonctions essentielles, et qu'ils comprennent qu'il s'agit d'un aspect important pour maintenir la fidélité de la clientèle et la santé du portefeuille de prêts. Idéalement, les tâches supplémentaires dont ils sont responsables doivent être inscrites dans leur description de poste et bénéficier de l'adhésion totale de la direction générale.
- **Perspectives à long terme.** Services combinés et croissance du portefeuille ne sont pas des objectifs antagonistes. L'offre de services non financiers complémentaires donne généralement des résultats sur le long terme, car elle permet aux agents de crédit d'acquérir de l'expérience dans l'évaluation des demandes de prêt et le suivi des remboursements des emprunteurs.

Selon les PSF participants, le degré d'implication dans la mise en œuvre du projet a été très variable. Si certains n'ont pas été en mesure d'atteindre l'objectif minimal de formation et de conseil, d'autres étaient extrêmement motivés. Là où elle était forte, la motivation a invariablement eu pour effet d'accroître l'efficacité de l'intervention, tant pour les clients (amélioration des revenus) que pour les PSF (rentabilité positive pour les services combinés).

Bien que le manque de données financières n'ait pas permis de réaliser une analyse coûts-bénéfices complète, de nombreux indicateurs montrent que l'approche « finance-plus » est rentable. Par exemple, les PSF ont enregistré une réduction de 9 % des défauts de remboursement parmi les clients du secteur manufacturier qui avaient bénéficié de la formation, par rapport à ceux qui avaient reçu leur prêt sans formation. Les services combinés peuvent donc être considérés comme un investissement et non simplement comme un coût.

Les enquêtes sur les besoins des clients ne révèlent pas toujours leurs véritables priorités. Par exemple, au cours de l'enquête, les clients ont indiqué qu'ils étaient prêts à payer pour des services non financiers, mais dans la pratique, beaucoup n'étaient disposés à payer qu'une modeste part des coûts de formation. À long terme, les PSF peuvent envisager de réviser le taux d'intérêt ou le mécanisme de participation aux bénéfices pour aider à couvrir leurs coûts de formation ou de conseil. Si nécessaire, le reste peut être financé par le budget de responsabilité sociale des entreprises, dont disposent de nombreux PSF.

Les conseils en matière de politiques publiques doivent se fonder sur l'expérience acquise localement à travers la collaboration avec les acteurs du secteur, plutôt que de s'appuyer uniquement sur les résultats de la recherche universitaire. L'une des forces du projet est que l'assistance technique offerte aux PSF, aux régulateurs et aux autres parties prenantes s'est appuyée sur des données recueillies localement, qui ont ensuite été analysées par des spécialistes universitaires dans le cadre des travaux de recherche commandés par le projet. Les parties prenantes, notamment les décideurs politiques et les régulateurs, étaient plus réceptives aux conseils offerts par le projet, car ils étaient tirés d'une expérience réelle sur le terrain. Par exemple, le projet a recommandé de canaliser davantage de crédits vers le secteur manufacturier en raison de son potentiel de création d'emplois. Il a également démontré qu'en combinant le crédit et le conseil, les banques de développement et les banques rurales pouvaient apporter une plus grande valeur ajoutée aux micro et petites entreprises.



© ILO, Marcel Crozet

Les prestataires de services financiers peuvent renforcer leur impact en combinant leurs services financiers à des services non financiers, tels que la formation à la gestion d'entreprise.



Documenting

1.2 Utiliser les technologies financières pour promouvoir le travail décent

Pendant la pandémie de COVID-19, nous avons tous réalisé que les moyens technologiques étaient essentiels pour permettre aux personnes de continuer à travailler et de rester en contact avec leurs collègues, leurs employeurs, leurs partenaires commerciaux et leurs clients. Nous avons également mesuré l'importance des technologies financières pour effectuer et recevoir des virements, ainsi que pour accéder à d'autres services financiers et les utiliser de manière sûre et efficace.

Forts de ce constat, nous avons, en 2020, intensifié nos travaux sur la digitalisation du paiement des salaires, afin de promouvoir les entreprises durables, d'encourager les employeurs à respecter le droit du travail, et d'élargir l'inclusion financière. Nous avons participé à plusieurs études visant à évaluer la sensibilisation au paiement numérique des salaires, son utilisation et son acceptation parmi les employeurs et les travailleurs au Viet Nam, aux Philippines, en Jordanie et au Myanmar. Nous avons également organisé plusieurs activités internes et externes de partage des connaissances sur le sujet, auxquelles ont participé des gouvernements, des organisations d'employeurs et de travailleurs, des partenaires techniques et

de recherche, des PSF et des acteurs de la chaîne d'approvisionnement mondiale.

L'un des enseignements tirés de ce travail est que, quel que soit le contexte national, la transformation numérique du paiement des salaires peut être mutuellement bénéfique – pour les employeurs, elle offre l'opportunité d'améliorer l'efficacité des services de paie, de faire progresser les conditions de travail grâce à une meilleure conformité, et de se développer ; elle peut permettre aux travailleurs, en particulier les plus vulnérables, notamment les femmes, les migrants et les travailleurs informels, d'avoir un meilleur contrôle sur leurs salaires et d'accéder à des services financiers formels.

Dans le contexte de la pandémie, les paiements numériques ont fait l'objet d'un intérêt accru, car ils permettaient de réduire les transactions financières physiques et de freiner la propagation du virus. Pendant cette crise, plusieurs gouvernements ont apporté des changements politiques et réglementaires visant à encourager la transition vers les paiements numériques. Le paiement des salaires était justement concerné par ces réformes, ainsi que le versement de subventions salariales temporaires, dans le contexte de la COVID-19. De nombreuses entreprises dans le monde, grandes et petites, ont entrepris de passer du paiement en espèces au paiement numérique des salaires. Cependant, pour que les travailleurs et les entreprises

bénéficient pleinement de cette transition, les solutions doivent être responsables et centrées sur les bénéficiaires, et doivent tenir compte du niveau de développement de l'écosystème financier.

Enfin, nos travaux ont mis en évidence une fois de plus la valeur des partenariats et de la collaboration. En 2020, nous avons collaboré avec l'Alliance Better Than Cash, basée aux Nations Unies, Women's World Banking, le Fonds d'équipement des Nations Unies et UNWOMEN, ainsi qu'avec nos collègues du programme Better Work, géré conjointement par l'OIT et l'IFC (International Finance Corporation), et les bureaux de l'OIT aux Philippines, au Viet Nam et au Myanmar, pour mener des études de terrain sur le paiement numérique des salaires. Grâce aux partenariats, nous avons pu mettre en commun des ressources, partager des connaissances et échanger des idées. Ces efforts ont jeté les bases qui nous permettront de porter ce travail ambitieux à un autre niveau, en lançant le Centre mondial sur les salaires numériques pour le travail décent ([Global Centre on Digital Wages for Decent Work](#)) en 2021, afin d'accélérer la transition vers les pratiques responsables de paiement numérique des salaires.

1.3 Grouper les services financiers au sein de solutions intégrées pour améliorer la gestion des risques

Avant même la crise de la COVID-19, l'OIT encourageait une approche équilibrée d'inclusion financière – une approche accordant une importance égale au rôle de protection et au rôle productif des services financiers. Cette approche signifie par exemple qu'en cas de vol ou d'incendie touchant une entreprise, ou en cas de maladie ou de décès de l'entrepreneur et/ou de ses travailleurs, il existe des ressources financières permettant à l'entreprise de continuer à fonctionner. Aujourd'hui, alors que la pandémie montre à quel point la capacité de résilience est cruciale, les efforts pour tester des moyens efficaces de protection sont encore plus importants.

En 2019, avec le soutien de la Fondation Prudential, l'OIT a commencé à travailler avec huit institutions financières en Inde, en Indonésie et aux Philippines pour développer des solutions intégrées de gestion des risques afin d'aider les entrepreneurs, les petits exploitants agricoles et les travailleurs à faible revenu à atténuer l'impact des risques. Nous avons appris de notre longue expérience de travail sur les solutions d'assurance (voir Chapitre 2) que l'assurance peut être utile pour gérer les risques

qui entraînent des pertes importantes auxquelles les gens ne peuvent faire face avec leurs propres liquidités, ni grâce au soutien informel d'amis et de parents. Pour être plus efficace, cependant, l'assurance doit faire partie d'une offre plus large de services financiers comprenant l'épargne, le crédit et les transferts d'argent. Ensemble, ces services ont le potentiel de permettre aux travailleurs pauvres de gérer une variété de risques. Nous qualifions ces offres groupées de solutions intégrées de gestion des risques.

Dans le cadre de ce projet, les PSF souhaitaient trouver des solutions qui pourraient être reliées à l'épargne, pour plusieurs raisons. D'abord, la plupart des gens ont besoin de mécanismes d'épargne, par conséquent l'assurance liée à l'épargne est susceptible d'attirer un plus grand nombre de clients que le seul sous-ensemble de personnes qui contractent des prêts. Ensuite, les produits d'épargne ont généralement une durée plus longue et peuvent donc constituer pour les PSF une base permettant d'offrir une protection plus durable et de fidéliser la clientèle. Enfin, l'épargne, en particulier l'épargne à long terme, pourrait constituer une source de fonds à faible coût utile au portefeuille de prêts à plus long terme des institutions.

Encourager les clients à adopter un comportement discipliné en matière d'épargne a été un défi pour les partenaires. La coopérative intégrée Oro (OIC), une coopérative d'épargne et de crédit de la région de Mindanao aux Philippines, a constaté que même lorsque les membres détenaient un solde d'épargne, ils hésitaient à puiser dans leurs économies en cas d'urgence, préférant contracter un prêt pour faire face à une dépense imprévue. Ce choix peut s'expliquer en partie par le fait que la dépense en question est parfois supérieure à l'épargne disponible. Mais cela pourrait aussi être dû au fait que l'épargne est considérée comme un pécule fongible qui peut être utilisé pour des dépenses futures ; par conséquent, si un prêt est disponible pour cette dépense spécifique, il est parfois jugé préférable. Pour remédier à ce problème, l'OIC a introduit un produit d'assurance contractuelle lié à l'épargne : un produit d'épargne sur cinq ans intégrant une protection contre les catastrophes naturelles. Les membres doivent épargner un petit dépôt mensuel (d'un minimum de 10 USD à un maximum de 50 USD) pendant un minimum de cinq ans. Le taux d'intérêt est de cinq pour cent par an. Pour les inciter à épargner, l'OIC offre aux membres une assurance gratuite contre les catastrophes naturelles dès que le solde cumulé atteint 100 USD. L'assurance couvre les dommages matériels causés par une catastrophe naturelle.



Expérimentation

Un autre partenaire en Inde, [Dvara KGFS](#), avait également pour objectif de favoriser un profond changement d'état d'esprit chez ses clients. L'institution souhaitait qu'ils passent d'une dépendance au crédit à une dépendance à l'épargne, et espérait les convaincre de définir un plan financier pour atteindre leurs objectifs.

L'institution financière Dvara KGFS a été créée dans l'objectif de répondre à tous les besoins financiers de base des clients ruraux en Inde. La société a pour ambition d'aider ses clients à générer des revenus tout en gérant les risques, en proposant une combinaison de produits de crédit, d'épargne, d'investissement et d'assurance. Après avoir mis en place une gamme de produits de crédit – crédit collectif, individuel et hypothécaire – Dvara KGFS a ajouté des produits d'épargne et d'investissement à son portefeuille. Pour introduire ces produits, elle a développé un algorithme basé sur ses données, qui peut recommander des formules personnalisées à chaque client sur la base de ses objectifs financiers. Le nouvel ensemble de produits de Dvara KGFS a fait l'objet d'un test pilote en octobre 2019 et a ensuite été déployé de manière progressive dans la plupart de ses agences. Il enregistrait plus de 22 000 clients fin 2020, malgré les défis associés à la pandémie de COVID-19.

Chaque partenaire du projet a adopté une approche différente, en fonction des besoins de ses clients, de sa capacité propre et de son environnement réglementaire. Un autre exemple nous vient de KOMIDA, une institution de microfinance à but non lucratif opérant en Indonésie. KOMIDA a décidé d'introduire un compte d'assurance basé sur l'épargne qui combine (a) un mécanisme d'épargne contractuel permettant aux membres (femmes) d'épargner pour les frais de scolarité des enfants et (b) une assurance vie dans le cas où le membre décède avant d'avoir atteint l'objectif d'épargne. En cas de décès, l'assurance paie la différence entre le montant d'épargne réel et le montant de l'objectif.

Les résultats des efforts d'innovation d'OIC, de Dvara KGFS, de KOMIDA et d'autres partenaires seront publiés d'ici la fin 2021.

1.4 Promouvoir une utilisation éclairée des services financiers par l'éducation financière

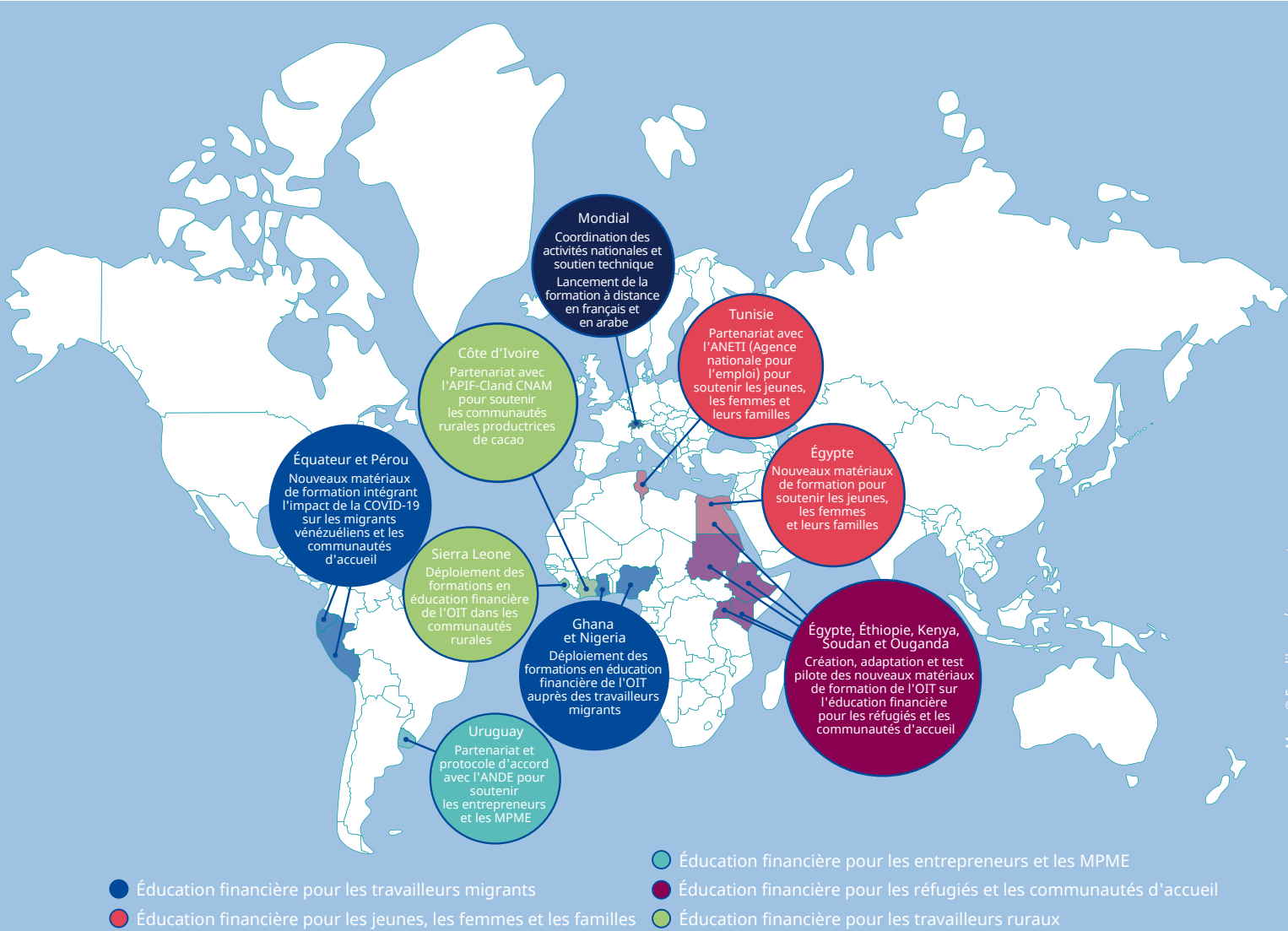
Les services financiers ne peuvent pas produire d'impact social si les clients sont mal informés sur les produits d'épargne, de crédit et d'assurance et

n'ont pas les moyens de les utiliser efficacement. C'est pourquoi, comme l'illustre la Figure 5, le programme d'éducation financière de l'OIT s'est développé en 2020, grâce à l'élaboration d'une série de nouveaux outils et formations dans le domaine de l'éducation financière destinés à dix groupes cibles différents dans 13 pays. Néanmoins, en raison des restrictions liées à la COVID-19 sur les événements en présentiel au cours de l'année 2020, nous avons adapté notre offre de formation et réussi à ajuster notre stratégie en nous concentrant sur les domaines suivants sur le plan international :

- ▶ **Soutien à l'éducation financière au niveau macro** : à la lumière de l'approche multidimensionnelle suivie par le programme, nous avons collaboré avec les décideurs politiques en Côte d'Ivoire et au Maroc pour concevoir, adapter et mettre en œuvre des stratégies d'éducation financière à l'échelle nationale. L'objectif était d'intégrer davantage l'éducation financière dans le paysage des services d'appui dans ces pays.
- ▶ **Développement de contenus pédagogiques numériques** : suite au succès de la version anglaise de notre autoformation « [Formation en ligne en éducation financière](#) » en 2019, nous l'avons développée en français et en arabe, et avons créé une série de matériels pour aider les formateurs en éducation financière de l'OIT à toucher encore plus de personnes dans le monde. Tout au long de l'année, nous avons testé de nouvelles modalités de prestation de nos formations et adapté nos pratiques pédagogiques et notre accompagnement, pour passer d'une prestation en face à face à une prestation en ligne, sans perdre ni la qualité ni l'interactivité de notre programme.
- ▶ **Nouveaux groupes cibles** : outre l'introduction des outils d'éducation financière de l'OIT auprès des femmes, des jeunes, des migrants et des travailleurs ruraux, nous avons commencé à étendre nos matériaux et nos programmes de formation à deux nouveaux groupes cible vulnérables : les micro, petites et moyennes entreprises, et les réfugiés et leurs communautés d'accueil. À l'avenir, nous nous concentrerons davantage sur ces deux segments, car l'exclusion financière est l'un des principaux défis auxquels ils sont confrontés.



Figure 5. Le point sur le programme d'éducation financière de l'OIT dans le monde en 2020



1.5 Atteindre les segments de marché mal desservis

Un autre moyen pour le secteur financier d'accroître son impact consiste à atteindre des segments de marché encore peu ou pas desservis. Au fil des années, nous avons permis aux PSF de servir une série de nouveaux groupes cibles, notamment les migrants, les jeunes et les femmes. Cette année, nous souhaitons mettre en avant deux aspects de cette démarche : (a) notre collaboration avec les syndicats pour faciliter l'accès des travailleurs aux services financiers ; et (b) nos efforts pour permettre aux réfugiés d'accéder aux services financiers formels.

Le rôle des syndicats

Les syndicats peuvent jouer un rôle central dans la promotion de [l'inclusion financière des travailleurs](#) à trois niveaux : (a) en exerçant une influence sur l'environnement réglementaire, (b) en fournissant des services financiers, soit directement, soit en partenariat avec des institutions financières, et (c) en améliorant l'éducation financière des travailleurs. Ces dernières années, le programme Finance solidaire a étudié et documenté l'expérience des syndicats du monde entier dans ces trois domaines d'action. Nous avons également renforcé les capacités des syndicats en Afrique et en Asie afin qu'ils puissent jouer un rôle plus important dans la promotion de l'inclusion financière de leurs membres.

Pour prolonger notre action, nous sommes allés un peu plus loin en 2020 en étudiant la possibilité de réunir une coalition d'institutions financières affiliées à des syndicats et à de grandes organisations de travailleurs pour œuvrer à l'inclusion financière des travailleurs. En mars 2020, nous avons (virtuellement) réuni des institutions financières affiliées à des syndicats (telles que des banques et des compagnies d'assurance) et des organisations de travailleurs des États-Unis, de Belgique, de Suède, d'Inde, de Singapour et du Japon pour discuter de la faisabilité de la mise en place d'un « partenariat mondial », qui pourrait fournir une assistance technique et des ressources pour renforcer les capacités des syndicats à faire progresser l'inclusion financière de leurs membres actuels et potentiels. L'idée d'un partenariat mondial a suscité de riches discussions et beaucoup d'intérêt parmi les participants, mais il faut maintenant poursuivre les discussions entamées pendant [la réunion](#) sur les besoins spécifiques des syndicats, les rôles que les membres du partenariat pourraient jouer

pour y répondre et les modalités de financement du partenariat pour que l'initiative prenne forme.

Les personnes déplacées de force et leurs communautés d'accueil

Les services financiers sont essentiels pour permettre aux personnes déplacées de force (PDF) de reconstituer leurs moyens de subsistance. Un accès abordable à des services financiers responsables et de qualité peut aider les personnes déplacées à mettre leur argent en sécurité, à constituer une épargne, à envoyer ou recevoir des transferts d'argent et à effectuer des transactions financières quotidiennes. En fonction des besoins, et là où ils sont pertinents, des services financiers plus complexes peuvent apporter un soutien complémentaire, notamment le crédit et l'assurance. En offrant l'accès à ces outils, l'inclusion financière peut permettre aux PDF de développer leurs actifs, d'atténuer les chocs liés aux urgences, aux maladies ou aux blessures, et de faire des investissements productifs qui contribuent à améliorer leurs moyens de subsistance et à renforcer l'économie locale.

Tandis que les personnes déplacées de force sont confrontées à des défis spécifiques, leurs communautés d'accueil peuvent avoir du mal à poursuivre leurs propres efforts de développement dans un environnement qui a été transformé par un afflux important de nouveaux arrivants. Servir ces deux groupes ensemble améliore à la fois l'autonomie des réfugiés et la résilience des hôtes, renforce les capacités des deux groupes, contribue au développement économique de la communauté d'accueil et renforce la cohésion sociale.

L'année dernière, l'OIT a rejoint une coalition d'organisations partageant les mêmes idées pour soutenir la « [Feuille de route pour l'inclusion financière durable et responsable des personnes déplacées de force](#) ». Lors du Forum mondial sur les réfugiés, l'IRC (International Rescue Committee), l'OIT et l'Allemagne ont pris un engagement commun en lien avec la feuille de route, que nous avons commencé à mettre en œuvre en 2020.

Pour commencer la mise en œuvre de la feuille de route, nous avons initié une collaboration avec les PSF au Kenya afin d'étudier dans quelle mesure ils étaient prêts à servir les personnes déplacées de force. Cette expérience nous a permis de constater que les PSF avaient besoin de clarifier les questions suivantes avant de commencer à s'engager auprès de ce public :





En 2020, nous avons encouragé les institutions financières à étendre leurs services aux segments de marché mal desservis, tels que les travailleurs et les réfugiés.

© ILO, Abdel Hamed Al Nasier

- ▶ **Existe-t-il un marché?** Nous avons répondu à cette question en fournissant des informations sur l'offre et la demande de services financiers dans les camps de réfugiés.
- ▶ **Qui sont les réfugiés?** Au cours d'un atelier organisé par le [Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés](#), [Financial Sector Deepening Africa \(FSDA\)](#) et [l'Association des institutions de microfinance](#), les PSF ont eu l'occasion de visiter les lieux de travail des réfugiés urbains afin de connaître leur situation et leurs besoins financiers. L'OIT a ensuite organisé une visite dans deux camps (Kakuma et Dadaab) pour permettre aux PSF d'évaluer leur propre viabilité commerciale dans les zones accueillant des réfugiés.
- ▶ **Comment servir ce nouveau segment?** Pour aider nos PSF partenaires, nous avons lancé notre nouveau programme de formation « [Making Finance Work for Refugees and Host Communities](#) » à Nairobi, au Kenya. Il s'adresse aux gestionnaires de PSF qui fournissent des services financiers aux réfugiés et à leurs communautés d'accueil, ou qui envisagent de le faire. La formation est conçue pour être suivie d'une assistance technique aux PSF afin de les aider à réaliser des études de marché, à développer des prototypes, à tester et à lancer des services financiers adaptés à leur nouveau segment de marché.
- ▶ **Ce segment sera-t-il plus risqué que notre clientèle habituelle ?** L'intervention de l'OIT répond également à une autre demande des PSF : garantir que le marché cible reçoive à la fois une éducation financière et une formation à l'entrepreneuriat. Cette combinaison de services non financiers permet de faire évoluer les mentalités et les comportements des réfugiés et des communautés d'accueil en matière de gestion financière personnelle et professionnelle, et de renforcer leurs capacités en gestion d'entreprise. Ils sont ainsi eux-mêmes mieux armés pour profiter pleinement des services financiers mis à leur disposition et de les utiliser en connaissance de cause. Ces services permettent par conséquent d'atténuer les risques perçus par les PSF qui envisagent de servir ce nouveau segment de marché.



© ILO, KB Mpofo

Le programme Finance solidaire travaille avec les décideurs politiques et le secteur financier pour s'assurer que les enseignements et les messages sont largement relayés.

1.6 Promouvoir les bonnes pratiques par le biais des décideurs politiques et des acteurs du secteur

Outre notre soutien à l'expérimentation de nouveaux produits et processus ainsi qu'au développement de services à de nouveaux segments de marché, nous veillons également à diffuser les réflexions et les enseignements que nous avons tirés, tant auprès des praticiens que des décideurs politiques. Notre objectif est d'éviter que les PSF aient à « réinventer la roue », ou pire, continuent à faire les mêmes erreurs que par le passé. Et nous voulons nous assurer que les décideurs politiques disposent des outils nécessaires pour permettre au secteur financier de contribuer aux objectifs de politique publique, tels que les Objectifs de Développement Durable.

L'une de nos stratégies pour promouvoir ces enseignements consiste à collaborer activement avec les organismes du secteur qui peuvent diffuser largement nos messages. En 2020, nous avons travaillé en étroite collaboration avec la Social Performance Task Force et la Plateforme européenne de la microfinance.

Social Performance Task Force. Lancées en 2012 et révisées pour la première fois en 2016, les Normes universelles de gestion de la performance sociale ont guidé les institutions de microfinance du monde entier dans l'amélioration de la réalisation de leur mission sociale. S'appuyant sur l'expérience acquise au fil des années, la Social Performance Task Force a impliqué de nombreux experts de la microfinance dans la deuxième révision des normes en 2020. L'OIT y a contribué en participant à la révision de la dimension touchant les employés. Ne manquez pas le lancement des normes révisées prévu en 2021 – vous découvrirez une dimension relative aux employés totalement remaniée, qui regroupe désormais toutes les normes relatives aux travailleurs en une seule, et comprend de nouvelles composantes importantes sur le renforcement des capacités et la consultation des employés.





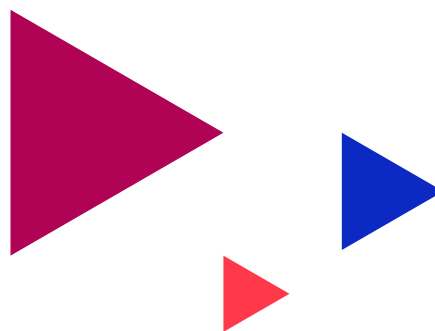
© ILO, Marcel Crozet

Comprendre les pratiques actuelles de gestion des ressources humaines dans les institutions de microfinance: Un exemple parmi tant d'autres de notre promotion de la performance sociale et financière.



Groupe d'action sur les ressources humaines de la Plateforme européenne de la microfinance.

En tant que co-fondateur et membre actif du [groupe d'action](#) sur les ressources humaines de la Plateforme européenne de la microfinance, le programme Finance solidaire de l'OIT a participé à l'élaboration d'une enquête visant à améliorer notre compréhension des pratiques actuelles en matière de gestion des ressources humaines dans les institutions de microfinance du monde entier, et à étudier les approches qui peuvent contribuer à la performance sociale et financière. Alors que l'enquête était en cours de déploiement, les enseignements que nous avons tirés de sa conception nous ont permis d'intégrer des composantes de développement des ressources humaines dans la révision des Normes universelles de gestion de la performance sociale (voir paragraphe précédent). Découvrez les résultats de l'enquête dans le rapport mondial qui sera publié mi-2021.





© ILO, Marcel Crozet

L'assurance d'impact est le second axe de travail du programme Finance solidaire.



2. Assurance d'impact

L'assurance est la deuxième étape du tour de la finance solidaire. L'engagement actif de l'OIT dans le secteur de l'assurance remonte à 2008, date à laquelle a été lancé le Fonds pour l'innovation en micro-assurance, initialement avec le soutien de la Fondation Bill & Melinda Gates. Depuis lors, nous avons réussi à repousser les frontières, en étudiant comment l'assurance et les assureurs peuvent contribuer aux Objectifs de Développement Durable en général, et au travail décent en particulier. Le mécanisme est désormais connu sous le nom de Programme Impact Insurance, dans lequel nous nous concentrons sur l'expérimentation de nouvelles approches, la documentation des expériences et la promotion des bonnes pratiques par le renforcement des capacités et le développement du marché.

2.1 Tester de nouvelles approches

Au fil des ans, nous avons travaillé sur une variété de risques, notamment les accidents et le décès, la protection des petites entreprises, ainsi que la santé et l'hospitalisation. Dans le rapport annuel de cette année, nous mettons en avant les solutions développées en réponse à trois risques : les dommages aux habitations, les pertes agricoles et le changement climatique.

Précarité de logement

Lorsqu'on pense au développement social et économique, on oublie souvent l'importance de la possession d'une habitation. Posséder un logement nous garantit un abri, un endroit où vivre et un endroit où travailler – qui nous protège, nous et parfois nos entreprises, des intempéries.



Expérimentation

Pourtant, dans le monde entier, des milliards de personnes sont privées de logement adéquat. Qui plus est, les catastrophes naturelles ou d'origine humaine chassent chaque année des millions d'individus de leur lieu de vie, mettant ainsi leur avenir en péril. L'Objectif de Développement Durable 11 vise à assurer l'accès de tous à un logement et aux services de base adéquats et sûrs, à un coût abordable, et à assainir les quartiers de taudis. Et comme de nombreuses personnes exercent des activités génératrices de revenus ou gèrent des entreprises depuis leur domicile, il existe un lien étroit entre logements adéquats et entreprises durables.

On estime que neuf adultes sur dix n'ont pas accès aux mécanismes de financement du logement. Dans de nombreux lieux, les femmes et les groupes marginalisés sont systématiquement victimes de discrimination, sont écartés des processus décisionnels et se voient refuser leurs droits à la terre. L'assurance habitation, qui permet de gérer les risques associés à la propriété d'un logement, est en outre rarement disponible, pour les particuliers comme pour les petites entreprises. Cette lacune s'explique en partie par le fait que la protection des biens immobiliers n'est pas considérée comme aussi prioritaire que l'assurance maladie et l'assurance vie. Les assurances de biens sont généralement proposées à titre de couverture secondaire associée à une assurance primaire. Par exemple, la forme la plus courante d'assurance de biens est vendue comme une assurance-crédit améliorée offrant une protection des bâtiments (généralement contre les risques d'incendie) en complément de la couverture vie associée à un prêt.

Pourtant, le besoin en assurance habitation est évident. Au Kenya, par exemple, selon une étude de FinAccess, 35 % des personnes interrogées ont déclaré avoir perdu leur maison, leur entreprise ou leurs biens à la suite d'un incendie, d'une inondation, d'un vol ou d'une expulsion au cours des deux dernières années, ce qui démontre un besoin auquel l'assurance habitation pourrait répondre. Pour saisir cette opportunité, il est nécessaire de faire évoluer l'appétence au risque des assureurs, tout en sensibilisant les agrégateurs et les clients potentiels à la valeur de l'assurance. Lors d'entretiens menés dans le cadre d'une étude de faisabilité sur l'assurance habitation au Kenya, plusieurs agrégateurs formels semblaient peu sensibilisés à l'assurance habitation formelle ou ne manifestaient pas d'intérêt pour celle-ci.

Pour résoudre ce problème, l'OIT a entamé une collaboration avec Habitat for Humanity pour fournir une assistance technique à Britam, un assureur kenyan, afin de concevoir et de tester de nouveaux produits et modèles de distribution. Cette assistance est fournie principalement en plaçant un collaborateur associé du programme Finance solidaire (voir Encadré 1) auprès de la compagnie d'assurance pour l'aider à innover et à expérimenter de nouvelles approches. Cette collaboration a débuté à la fin de l'année 2020, et nous espérons avoir des résultats préliminaires à communiquer en 2021.

Risques agricoles

La crise de la COVID-19 a mis en évidence la fragilité des systèmes agroalimentaires, créant de nouveaux défis dont les répercussions pourraient

► Encadré 1. Collaborateurs associés du programme Finance solidaire

Le **Programme de collaborateurs associés** du programme Finance solidaire de l'OIT a débuté en 2008. Depuis, il a mis en relation des dizaines de professionnels de la finance avec des organisations hôtes pour travailler à repousser les frontières de la finance solidaire et de l'assurance d'impact. Ce programme offre aux professionnels une occasion unique d'acquérir une expérience pratique du développement de nouveaux produits et d'atteindre des marchés peu ou pas servis. Et, plus important encore peut-être, ces résultats profitent à terme aux consommateurs des marchés à faible revenu et marchés émergents.

Au cours des cinq dernières années, nous avons assuré une présence constante de collaborateurs associés sur le terrain, principalement basés en Asie et en Afrique subsaharienne. En 2020, quatre d'entre eux ont terminé le programme – Prashansa Jain, Sandeep Kumar, Reinhard Marcellino et Preeti Sancheti. Pour en savoir plus sur leur expérience, [cliquez ici](#).

se faire sentir encore longtemps dans le secteur. Elle a, entre autres, révélé les limites de la capacité de nos sociétés à anticiper les chocs, et a mis à l'épreuve la capacité de gestion des risques de tous les acteurs des chaînes d'approvisionnement agricoles. Dans ce contexte, de nombreuses petites et moyennes entreprises agricoles (agri-PME) souffrent considérablement des perturbations des chaînes d'approvisionnement et des marchés, et des problèmes de trésorerie qu'elles entraînent. Nombre d'entre elles sont également privées des capitaux et des capacités nécessaires pour réaliser les investissements qui leur permettraient de renforcer leur résistance à la crise persistante et de se préparer à ses probables conséquences à long terme.

Le moment est donc opportun pour étudier de plus près la gamme d'outils disponibles dans le domaine de la gestion des risques agricoles, et pour identifier ceux qui peuvent être mobilisés, tant pour faire face à la crise actuelle – en particulier du point de vue des PME agricoles – que pour se préparer à ses conséquences à long terme. Cette évaluation aidera à mettre en évidence les principales lacunes existantes, ou les domaines dans lesquels il est nécessaire de tester des produits ou des mécanismes de distribution innovants, ou de mettre en œuvre des mesures complémentaires.

La convergence des intérêts et des expériences autour de ces questions offre l'opportunité de les aborder concrètement. À cette fin, l'OIT, en collaboration avec la Plateforme pour la gestion des risques agricoles (PARM) et le Réseau de financement et d'investissement en faveur des petits exploitants et des PME agricoles (SAFIN), a organisé une série de discussions en ligne dédiées (« Live Talks »). L'objectif était d'évaluer l'offre générale et les limites de la « boîte à outils » de gestion des risques agricoles à la lumière de l'expérience actuelle de la COVID-19, du point de vue des PME agricoles et des prêteurs agricoles. En outre, sur la base d'une revue d'études de cas, des **enseignements pratiques** ont été publiés sur l'utilisation d'outils spécifiques par les deux groupes d'acteurs (petites et moyennes entreprises (PME) et prêteurs) et sur leur impact.

Certaines de ces expériences ont été tirées du travail de l'OIT en Inde, où nous collaborons avec la Fondation Ford pour sensibiliser les petits exploitants et les associations d'agriculteurs à un programme gouvernemental d'assurance agricole – le PMFBY. Cette initiative se concentre sur l'éducation financière et les mécanismes de réduction des risques, ainsi que sur le développement de partenariats entre les compagnies d'assurance, les associations

d'agriculteurs et le gouvernement local. En outre, nous avons créé une plateforme permettant aux associations d'agriculteurs de partager leur expérience et leurs enseignements. Fin 2020, nos efforts avaient aidé plus de 25 000 agriculteurs sans prêt bancaire à s'inscrire au PMFBY. En outre, plus de 150 000 agriculteurs et ménages agricoles sont désormais sensibilisés à l'assurance grâce à ces efforts.

Risques climatiques

La crise de la COVID-19 a fait passer l'agenda climatique au second plan, mais il est plus important que jamais. L'OIT travaille avec le Fonds international de développement agricole (FIDA) pour s'assurer que les risques climatiques sont bien intégrés dans les plans de politique publique en Indonésie, au Cambodge et en Ouganda. Il s'agit d'évaluer comment l'environnement politique peut permettre le développement d'un marché de l'assurance climatique inclusif, et d'identifier les opportunités de mise en œuvre de solutions d'assurance climatique dans les trois pays.

Dans le cadre de ce projet des évaluations portant à la fois sur la demande et sur l'offre ont été menées, notamment :

- ▶ **Populations rurales et leurs organisations** – L'objectif était d'évaluer comment les risques climatiques affectent leurs moyens de subsistance et accroissent leur vulnérabilité. L'évaluation aide à comprendre comment elles gèrent les événements climatiques et comment leurs stratégies plus larges de gestion des risques peuvent être améliorées par l'adoption de solutions d'assurance climatique.
- ▶ **Prestataires du secteur privé** (compagnies de réassurance et d'assurance, intermédiaires et prestataires de services techniques, PSF et opérateurs de réseaux mobiles) – Il s'agissait d'évaluer leur propension et leur capacité à servir ce marché avec une couverture des risques climatiques.
- ▶ **Agences du secteur public**, (ministères, banques centrales, régulateurs et acteurs du développement) – L'étude a cherché à évaluer dans quelle mesure elles estimaient que l'assurance climatique était utile pour traiter les risques climatiques et soutenir le développement rural. L'évaluation portait également sur leur capacité à réguler le marché, à permettre son développement et sa croissance tout en protégeant les droits des clients.



Promoción

Sur la base de ces évaluations, nous avons pu dresser un état des lieux au niveau macro, méso et micro et étudier les possibilités d'intégrer les initiatives d'assurance climatique aux programmes existants. En 2021, nous animerons des discussions avec les différentes parties prenantes dans les trois pays, afin de déterminer comment faire progresser le développement de l'assurance climatique.

Les partenariats public-privé offrent une approche efficace pour gérer les risques liés au changement climatique. Pour présenter les enseignements tirés de l'expérience, nous avons animé un panel sur le rôle des différents acteurs dans les programmes menés en Asie et en Afrique à l'occasion de la conférence annuelle de la Fondation Munich Re sur l'assurance inclusive.

2.2 Promouvoir les bonnes pratiques par le renforcement des capacités et le développement du marché



Promoción

Renforcement des capacités

Pour promouvoir les enseignements que nous avons tirés au cours de ces dix dernières années, nous avons conçu un certain nombre de modules de formation. Pour les dispenser, notre modèle privilégié consiste à nous associer à des instituts d'assurance locaux, dont les formateurs passent une certification OIT. L'OIT travaille actuellement en partenariat avec six instituts de formation, un

dans chacun des pays suivants : Rwanda, Ouganda, Nigeria, Philippines, Côte d'Ivoire et Bangladesh. Grâce à ce modèle, en 2020, nous avons certifié huit formateurs en Ouganda, huit au Rwanda et quatre en Côte d'Ivoire. Ces 20 formateurs sont désormais prêts à poursuivre le renforcement des capacités dans leur pays.

Pour s'assurer que nos formateurs locaux bénéficient d'un accès continu à des contenus actualisés dans le domaine de l'assurance inclusive, nous avons développé en 2020 trois nouvelles formations en présentiel (en anglais) : « Vendre des produits d'assurance efficacement », « Solutions intégrées de gestion des risques » et « Transformation numérique – Créer des points d'accès multiples ». Nous prévoyons de les dispenser en 2021.

La pandémie de COVID-19 a restreint nos activités de renforcement des capacités, nous obligeant à repenser nos modalités de prestation, mais nous incitant aussi à expérimenter et à innover. La grande majorité des activités que nous avons planifiées ont tout de même eu lieu, mais dans un format différent de celui que nous avions initialement envisagé. La formation via Zoom est devenue la nouvelle norme et, grâce à différentes technologies, nous sommes fiers de pouvoir dire que l'interactivité qui fait la réputation de nos formations en présentiel a été préservée, comme l'illustre l'Encadré 2. À l'avenir, nous adopterons probablement une combinaison de programmes en ligne et en présentiel, afin de minimiser les coûts tout en optimisant l'impact.

► Encadré 2. Enseignements de la formation en ligne

Nous avons tiré de nombreux enseignements de la tenue de nos formations par Zoom. Le premier est qu'il est préférable d'organiser les formations en courtes sessions réparties sur plusieurs jours plutôt qu'en sessions plus longues, car les participants ont tendance à perdre leur concentration lorsqu'ils ont passé plus de deux heures devant un ordinateur. Les sessions d'une journée, qui conviennent bien aux formations en présentiel, sont beaucoup moins adaptées dans un environnement de classe virtuelle.

Le second est que certaines activités de groupe sont plus longues en ligne qu'en présentiel (l'analyse d'une étude de cas, par exemple), et qu'il faut donc leur consacrer plus de temps. La répartition des participants en petits groupes peut également être chronophage, ce qui doit être pris en compte lors de la planification.

Troisième enseignement, il est préférable que les participants commencent la formation avec leur caméra allumée. Cela leur permet de se sentir plus à l'aise dans la classe virtuelle et de se connecter les uns aux autres à un niveau plus personnel – ce qui facilite les interactions de groupe par la suite. Toutefois, après la session d'introduction, il est préférable que tout le monde, à l'exception des formateurs, éteigne sa caméra, car certains participants peuvent rencontrer des problèmes de connectivité.

Enfin, il faut garder à l'esprit que l'une des principales raisons pour lesquelles les participants participent à nos formations est de développer leur réseau. Bien que les contacts ne puissent pas s'effectuer aussi naturellement en ligne que physiquement, certaines activités peuvent être conçues pour faciliter cette dimension de réseautage, qui est très importante pour les participants – celles-ci devraient être intégrées à la conception du cours.



Le programme Finance solidaire a développé un large catalogue de modules de formation pour promouvoir les bonnes pratiques dans le domaine de l'assurance d'impact.

L'assurance au service du développement

Une autre innovation issue des contraintes imposées par la pandémie est la nouvelle formation en ligne « Assurance et développement ». Conçue en partenariat avec le Centre international de formation de l'OIT (CIF-OIT), cette formation à distance vise à présenter aux professionnels de l'assurance des modèles d'affaires et des stratégies pour fournir des solutions d'assurance susceptibles de contribuer au développement.

Pendant cinq semaines, 79 participants originaires de plus de 35 pays ont revisité l'ensemble de la chaîne de valeur de l'assurance, de l'étude de marché au traitement des sinistres, en passant par le développement et la distribution des produits, afin de déterminer comment servir de manière responsable des clients traditionnellement exclus. La combinaison de sessions d'apprentissage en autonomie, de webinaires, d'études de cas et de travaux individuels a créé une communauté d'apprentissage dynamique et stimulante. Cette expérience nous a montré que le secteur mondial de l'assurance était très intéressé de comprendre comment contribuer à l'agenda du développement, en particulier s'il existe également un potentiel de rentabilité. Les retours des participants ont

été extrêmement positifs : « Je pense que c'est un cours très important qui pourrait vraiment aider les partenaires du développement à mieux comprendre les programmes d'assurance », a déclaré un participant.

Développement du marché

Outre les formations destinées à renforcer les capacités des assureurs locaux, nous pensons qu'il est possible de contribuer à développer le marché par la collecte et la mise à disposition d'informations sur le marché (*market intelligence*). À cette fin, avec le soutien de la Fondation Prudential, nous travaillons à la construction de marchés d'assurance responsables et inclusifs dans deux pays d'Amérique latine – le Mexique et la Colombie – en partenariat avec les associations d'assurance de chaque pays.

En collaboration avec l'Association mexicaine des assurances (Asociación Mexicana de Instituciones de Seguros), nous avons commencé par évaluer l'expérience des Mexicains à faible revenu en matière d'assurance. L'étude a identifié de nombreux obstacles entravant l'accès à l'assurance, comme le manque de flexibilité dans le paiement des primes, pourtant nécessaire dans un contexte national de forte instabilité économique

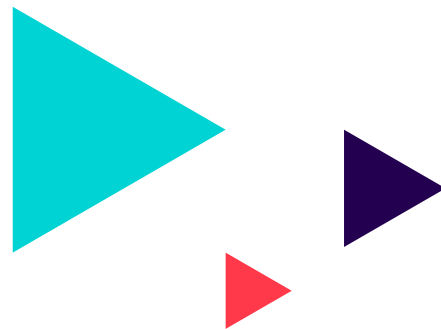


Nous pensons qu'il est possible de développer les marchés de l'assurance en collectant et en diffusant des informations stratégiques sur les marchés.

et de précarité du travail. Elle a également montré que les personnes qui possédaient une assurance avaient des attentes non satisfaites, notamment en matière de communication et de suivi après la souscription d'une police. Sur la base de ces résultats, nous travaillons avec le secteur de l'assurance pour étudier comment les solutions numériques peuvent aider à surmonter certaines de ces difficultés. Parallèlement, nous mettons en œuvre un programme d'ateliers et de formations pour aider les prestataires à améliorer leur offre d'assurance inclusive.

En Colombie, nous avons lancé un projet conjoint avec l'Association colombienne des assureurs (Federación de Aseguradores Colombianos - Fasecolda) et Banca de las Oportunidades, un programme gouvernemental qui encourage l'inclusion financière dans le pays. Ensemble, nous avons élaboré une feuille de route qui vise à construire un marché de l'assurance plus inclusif dans les zones rurales. Cette feuille de route, développée dans le cadre d'un large processus de consultation comprenant des entretiens, des enquêtes et des ateliers avec les principales parties prenantes, se concentre sur le développement de nouveaux produits pour les clients ruraux, le soutien au développement de l'assurance indicielle et l'exploration de canaux de distribution et de paiement des primes adaptés dans les zones

rurales. En 2020, nous avons commencé à mettre en place ces activités, notamment en organisant un [atelier sur l'assurance indicielle](#) qui a présenté les enseignements tirés d'autres pays.





La collaboration avec les investisseurs et la communauté des acteurs de l'investissement est le troisième axe d'intervention du programme Finance solidaire.



3. Investissement durable

Notre troisième axe de travail est notre engagement auprès des investisseurs et de la communauté de l'investissement. Il n'est pas surprenant que la crise de la COVID-19 ait représenté un défi majeur pour la communauté des investisseurs durables : ce qui a commencé comme une urgence sanitaire s'est rapidement transformée en une profonde crise socio-économique mondiale qui a secoué le monde de l'investissement et fait trembler des portefeuilles entiers. Cependant, la communauté de l'investissement durable a relevé le défi et, alors que la crise se poursuivait, a réaffirmé son engagement à s'attaquer à des problèmes fondamentaux tels que l'emploi, la santé, l'accès aux soins, la sécurité alimentaire et l'autonomisation des femmes. Elle a maintenu les entreprises à flot en continuant à les financer et, dans certains cas, en leur apportant un soutien non financier, par exemple une assistance technique, à titre de réponse d'urgence. Nos contacts directs avec les investisseurs et les entreprises de leur portefeuille nous ont permis de connaître les effets immédiats de la crise sur

les entreprises, les travailleurs et leurs familles, et nous ont aidés à définir le rôle que l'investissement durable doit jouer pour soutenir les entreprises et les économies sur le chemin de la reconstruction, de la reprise et de la résilience.

Malgré l'environnement difficile, le programme Finance solidaire a collaboré avec des partenaires de longue date comme avec de nouveaux partenaires tout au long de l'année 2020, notamment avec des investisseurs d'impact, des réseaux d'investissement d'impact et des initiatives conjointes des Nations Unies.

3.1 Collaboration avec des investisseurs d'impact

L'OIT a une collaboration de longue date avec un fonds d'investissement ciblant l'agriculture en Afrique, mais nous avons également élargi nos collaborations à d'autres investisseurs, notamment le Fonds commun pour les produits de base, et au

cabinet de conseil iGravity qui a réalisé une étude de faisabilité intéressante sur un contrat à impact contre le travail des enfants.

Fonds d'investissement africain pour l'agriculture et le commerce (AATIF)

Notre collaboration avec l'AATIF s'est poursuivie en 2020 et, malgré les difficultés liées à la COVID-19, nous avons obtenu de nombreux résultats positifs.

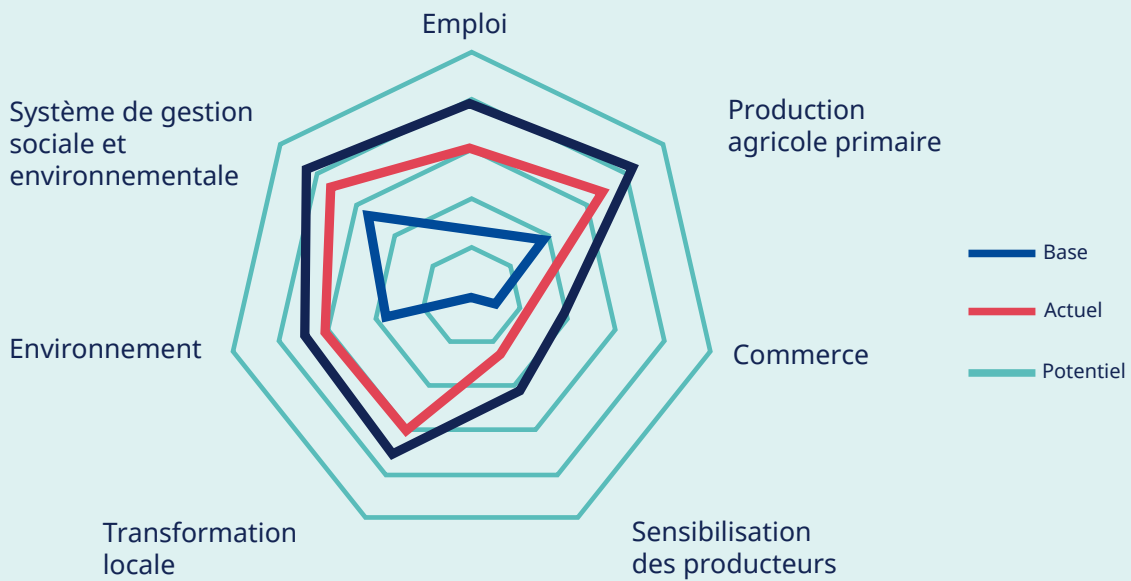
Tout d'abord, nous avons apporté des améliorations à la mesure de l'impact du Fonds en révisant sa déclaration d'impact sur le développement. Cette nouvelle déclaration constitue la base d'un ensemble d'indicateurs d'impact et de nouveaux modèles d'analyse des données communiquées par les entreprises bénéficiaires. L'analyse décompose l'impact des entreprises bénéficiaires en six dimensions pertinentes pour la chaîne de valeur agricole, comme l'illustre la Figure 6. À l'avenir, l'analyse permettra à l'AATIF d'évaluer les domaines d'impact réels et potentiels avec plus de précision, et aussi d'assurer la comparabilité entre les différents investissements et périodes de reporting.

En outre, l'OIT a réalisé des études pour évaluer les effets sur l'emploi de deux investissements de l'AATIF. Les études de cas ont porté sur la chaîne de valeur de la noix de cajou en Tanzanie et sur une institution financière soutenant les petits exploitants au Zimbabwe. Les analyses concluent que les investissements ont non seulement entraîné une augmentation de l'emploi, mais ont également amélioré les compétences de la main-d'œuvre, les systèmes de gestion des entreprises bénéficiaires et les pratiques de travail. Les résultats sont également destinés à éclairer l'élaboration du Plan d'investissement extérieur de l'UE.

D'autres études d'impact ont été réalisées, en particulier une nouvelle série d'évaluations rapides des investissements de l'AATIF. Ces évaluations, qui concernent le Malawi, le Kenya et le Ghana, soulignent que les investissements dans la productivité sont essentiels pour augmenter les revenus des petits exploitants. Nous avons également constaté au sein des entreprises du portefeuille de l'AATIF que l'adoption de bonnes pratiques agricoles, d'intrants améliorés et de la mécanisation jouait un rôle important dans l'obtention de rendements plus élevés. Cependant, il est apparu aussi qu'un déséquilibre de genre



Figure 6. Impact de l'AATIF



dans la propriété des actifs, en particulier des terres, empêche les femmes de bénéficier plus largement des gains de productivité. Enfin, les recherches montrent qu'un fonds d'investissement qui cible les petits exploitants et leurs familles est en mesure de produire un impact sur les conditions de vie des populations les plus vulnérables. Les investissements qui poursuivent une mission de développement durable renforcent la production locale, augmentent la productivité et, au bout du compte, accroissent les revenus des ménages des petits exploitants et améliorent leurs conditions de vie. Les résultats sont résumés dans cinq nouvelles *Impact Briefs*, qui peuvent être consultés dans la [section sur la mesure de l'impact du site web de l'AATIF](#).

Au cours de cette année difficile, nous avons contacté toutes les entreprises financées par l'AATIF pour savoir comment elles étaient affectées par la COVID-19 et quelles mesures elles mettaient en place. Du point de vue de la gestion durable, nous étions curieux de savoir si une meilleure gestion sociale et environnementale aidait les entreprises à traverser la tempête et à en sortir plus fortes lors la phase de reprise. Notre analyse nous a amenés à répondre clairement par l'affirmative : les entreprises dotées d'une bonne gestion sociale et environnementale entretiennent des relations saines avec leurs employés, leurs fournisseurs, les communautés environnantes,

leurs clients et les réseaux sectoriels, ce qui leur a permis de procéder à une évaluation rapide au début de la crise, de consulter les parties prenantes et de mettre en place rapidement des mesures appropriées. Nos entretiens avec les entreprises bénéficiaires des investissements de l'AATIF confirment que ces mécanismes étaient bel et bien à l'œuvre : les plans de continuité des activités ont été activés et des équipes d'intervention ont été immédiatement constituées, souvent formées de représentants de l'ensemble des activités, afin de mettre en place des politiques et des procédures responsables (voir Encadré 3).

Le temps de la crise offre aussi des opportunités d'innovation : les paiements électroniques, les services fintech et les formations en ligne pour le personnel et les clients permettent à la direction, au personnel et aux clients de rester en contact et de poursuivre leurs activités. La crise de la COVID-19 n'est pas encore derrière nous, et nous ne savons pas dans quel état l'économie mondiale en ressortira. Mais nous espérons que l'adoption de critères de durabilité fera partie intégrante du rétablissement et de la restructuration des processus des entreprises, et que ces critères incluront la nécessité de la transition juste vers une économie plus verte.

► Encadré 3. Mesures appliquées dans les entreprises bénéficiaires d'investissements de l'AATIF en réponse à la COVID-19 en 2020

- Mise en œuvre des orientations nationales contre la COVID-19
- Aucun licenciement de personnel
- Mesures sur site, notamment d'hygiène, de distanciation sociale et de contrôle de température, appliquées non seulement au personnel mais aussi aux travailleurs tiers
- Communication constante (services d'assistance, mailing) avec les parties prenantes internes et externes, y compris les partenaires tout au long de la chaîne de valeur, pour répondre aux inquiétudes et aux préoccupations
- Adaptation des opérations, par exemple : incitation aux paiements numériques ; recours à des modalités de travail alternatives comme le télétravail, le travail à temps partiel, la réaffectation du personnel à différentes tâches et l'octroi de congés payés ; et accélération de la conception et de la mise en œuvre de la politique de télétravail, notamment pour garantir que le personnel dispose d'un équipement adéquat et d'une connexion Internet stable
- Actions de RSE, et soutien aux gouvernements et aux communautés dans leurs efforts de lutte contre la COVID-19

Fonds commun pour les produits de base (CFC)

En 2020, nous avons achevé notre collaboration avec le CFC, une institution financière intergouvernementale qui investit dans des projets de développement portant sur les produits de base et contribuant au développement social. À partir du diagnostic de l'OIT sur son système de gestion sociale et environnementale et de nos recommandations d'amélioration, le CFC a élaboré un plan d'action pour combler les lacunes de son système. L'OIT a soutenu le processus, en accompagnant le personnel du CFC, et en soutenant et guidant le développement d'outils et de procédures qui aident à gérer les risques sociaux et environnementaux tout au long du processus d'investissement.

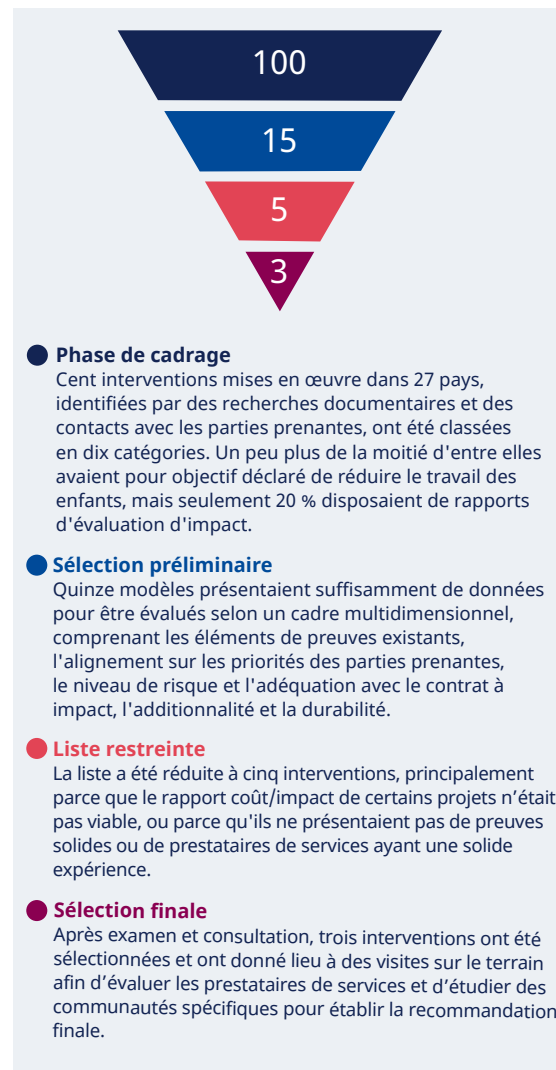
Grâce au soutien fourni par l'OIT pour le renforcement des capacités, les chargés de projets du CFC ont acquis des connaissances théoriques et pratiques, ainsi que l'expérience de terrain nécessaire pour évaluer les risques et les impacts sociaux et environnementaux associés au financement d'opérations agricoles. Comme le détaille [cet article](#), le Fonds a lancé avec succès son système de gestion des risques sociaux et environnementaux, qui renforce la transparence de ses pratiques d'investissement et leur alignement sur les efforts internationaux pour atteindre les Objectifs de Développement Durable, et qui réduit toute incidence négative involontaire des projets financés.

Étude de faisabilité d'un contrat à impact social contre le travail des enfants

Un troisième exemple de notre travail en collaboration avec les investisseurs d'impact est inspiré par l'un des États membres de l'OIT, les Pays-Bas, qui a commencé à utiliser des mécanismes de financement innovants pour relever des défis de développement profondément ancrés. Dans le cadre du financement du projet « Accélérer l'action pour l'élimination du travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement en Afrique » ([ACCEL Africa](#)), le gouvernement des Pays-Bas soutient une étude de faisabilité portant sur le développement d'un contrat à impact social pour lutter contre le travail des enfants dans la chaîne de valeur du cacao en Côte d'Ivoire. En

étroite collaboration avec l'OIT et en consultation avec les parties prenantes, les consultants experts d'iGravity ont passé en revue 100 interventions pour sélectionner les modèles les plus prometteurs par le biais d'une approche basée sur des preuves, comme le décrit la Figure 7.

Figure 7. Étapes de l'évaluation des interventions qui pourraient être financées par le contrat à impact social



La composition de la liste restreinte était encore en cours à la fin de l'année 2020, mais les enseignements d'ores et déjà tirés sur les interventions qui fonctionnent le mieux seront très utiles, même si seules une ou deux peuvent finalement être retenues. L'étude de faisabilité étant menée dans le cadre du projet ACCEL Afrique, les résultats seront utilisés pour alimenter les discussions entre les mandants de l'OIT (les gouvernements et les organisations de travailleurs et d'employeurs) et d'autres agences des Nations Unies, et ils pourraient inspirer des initiatives similaires. En 2021, un atelier sera organisé avec les mandants de l'OIT en Côte d'Ivoire, afin de présenter les résultats de l'étude de faisabilité et de définir conjointement les prochaines étapes.

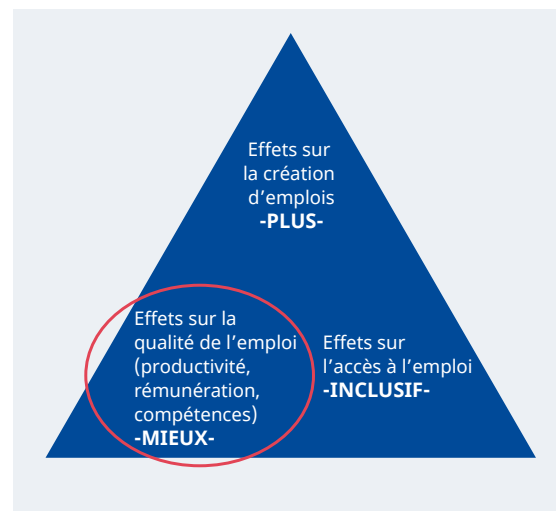
3.2 Collaboration avec les réseaux du secteur de l'investissement

Les réseaux sectoriels sont des partenaires de collaboration clés pour l'OIT dans le cadre de son travail sur la finance solidaire, notamment pour notre axe d'intervention sur l'investissement durable.

L'un des points forts de notre coopération avec les réseaux sectoriels en 2020 a été notre collaboration avec le GIIN. En 2018, le GIIN a lancé le projet « Navigating impact » pour aider la communauté de l'investissement d'impact à définir des stratégies et adopter des indicateurs qui précisent les objectifs de performance tout au long du cycle guidé par les objectifs d'investissement. Cette initiative a été conçue en réponse à la croissance rapide du secteur de l'investissement d'impact, pour garantir que cette croissance se fasse de manière responsable. Le GIIN a identifié la qualité des emplois comme une problématique essentielle sur laquelle les investisseurs ont besoin d'être guidés lorsqu'ils ciblent activement le travail décent à travers leurs investissements. Généralement, les investisseurs font état d'un nombre d'emplois créés (« PLUS »), parfois ventilés par type de contrat et par sexe (« INCLUSIF »), avec dans certains cas une mention du niveau salarial. Cependant, ils ne mesurent généralement pas la qualité de ces emplois ou n'en font pas état. Pourtant, comme l'illustre la Figure 8 (adaptée de la Banque mondiale), l'impact sur les emplois devrait couvrir les trois dimensions : qualité, quantité et accès.

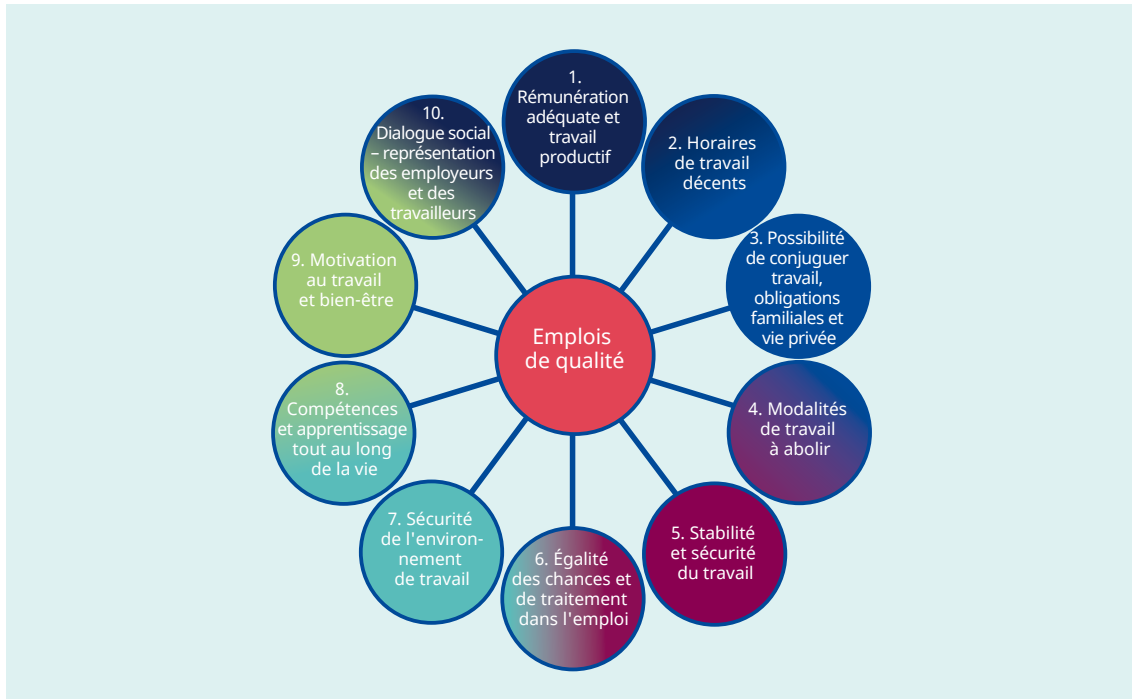
La qualité étant un élément intrinsèque du travail décent, il est important que les investisseurs d'impact développent leur capacité à l'intégrer dans leurs stratégies d'investissement. Cela implique de tenir compte de la qualité de l'emploi au moment de la sélection des investissements et dans leur mise en œuvre, et d'assurer un suivi du travail décent dans leurs investissements, s'ils veulent pouvoir affirmer de manière crédible qu'ils ont contribué à l'Objectif de Développement Durable 8. Compte tenu du mandat de l'OIT en matière de promotion du travail décent, ainsi que de notre expérience en matière d'investissement durable, le GIIN a établi un partenariat avec l'OIT et le CIF-OIT.

Figure 8. Les trois dimensions de l'impact sur l'emploi



Tout au long de l'année 2020, nous avons travaillé avec plus de 60 experts pour élaborer un ensemble de stratégies d'investissement liées à la promotion des emplois de qualité, dans le cadre du projet « Navigating impact » du GIIN. Ce groupe d'experts réunissait les représentants de 45 organisations de différentes régions et de différents groupes de parties prenantes (propriétaires d'actifs, gestionnaires d'actifs, entreprises, prestataires de services, consultants et associations sectorielles). Suite à l'élaboration des stratégies, plus de 150 parties prenantes ont transmis leurs commentaires, que nous avons intégrés et soumis au GIIN.

Figure 9. Cadre de l'OIT pour la mesure du travail décent



Ce travail est parti du constat que le concept d'« emploi de qualité » était multidimensionnel et qu'aucun cadre universel n'en définissait la nature. En utilisant le cadre de l'OIT pour la mesure du travail décent (Figure 9), les investisseurs d'impact et nous-mêmes avons pu établir ensemble les aspects qu'ils mesureraient réellement et ceux auxquels ils souhaitaient accorder la priorité. Ce travail a abouti à la formulation de cinq objectifs stratégiques pour les investissements d'impact dans les emplois de qualité (voir Encadré 4), et d'une série d'indicateurs clés pour mesurer les améliorations. Dans un [espace dédié sur le site web du GIIN](#), les investisseurs peuvent trouver des informations essentielles sur les problématiques associées aux emplois de qualité, ainsi que sur les activités qu'ils peuvent entreprendre pour atteindre les résultats visés, comme le résume [ce webinaire](#).

► Encadré 4. Cinq objectifs stratégiques des investissements d'impact dans les emplois de qualité

- 1. Améliorer les revenus et la richesse par l'emploi et l'entrepreneuriat
- 2. Améliorer la santé et le bien-être de la population active
- 3. Améliorer les compétences professionnelles pour l'avenir
- 4. Améliorer les droits, le respect et la coopération sur le lieu de travail
- 5. Accroître la sécurité et la stabilité de l'emploi pour les travailleurs en situation d'emploi précaire



Le programme Finance solidaire collabore avec les réseaux du secteur de l'investissement pour assurer une large diffusion de ses messages clés.



En 2020, nous avons de nouveau été invités à participer à la réunion annuelle de l'**IBWG**. Avec le gouvernement du Luxembourg, nous avons présenté un état des lieux des **contrats à impact social ciblant les effets sur l'emploi**, et discuté de ce qui a contribué au succès du développement et de la mise en œuvre de ces contrats. Le groupe de travail a montré de l'intérêt pour cette discussion, considérant ce sujet comme important pour les contrats à impact à l'avenir, en particulier à la lumière de la crise de la COVID-19 et pour la définition des stratégies pour mieux reconstruire.



Nous travaillons avec d'autres agences des Nations Unies pour encourager l'augmentation des capitaux d'investissement alloués à la promotion du travail décent.

3.3 Collaboration avec la famille des Nations Unies

La collaboration avec les autres agences des Nations Unies joue un rôle essentiel et croissant dans nos efforts pour encourager le secteur financier à allouer davantage de capitaux d'investissement à la promotion du travail décent. En 2020, l'ONU a lancé plusieurs initiatives en ce sens, y compris plus largement sur le financement des Objectifs de Développement Durable (ODD), ou le [financement du développement](#), ou avec un accent spécifique sur la [réponse à la COVID-19 et le rétablissement post-crise](#).



L'un de nos engagements prioritaires auprès des Nations Unies en 2020 portait sur le [Fonds commun des Nations Unies pour les ODD](#). L'OIT a été invitée à participer au comité d'évaluation et à fournir une évaluation technique des propositions soumises dans le cadre de l'appel à propositions du Fonds sur le financement des ODD. Nous avons en outre organisé plusieurs activités de renforcement des capacités pour nos collègues de l'OIT, et facilité l'élaboration de plusieurs propositions dirigées par le Bureau du coordonnateur résident des Nations

Unies, rassemblant les compétences de diverses agences des Nations Unies au niveau national. Afin de fournir un soutien supplémentaire aux équipes pays des Nations Unies et aux agences des Nations Unies participantes, le programme Finance solidaire a co-organisé un webinaire pour plus de 120 collègues des Nations Unies sur l'intégration du genre, des risques sociaux et environnementaux, et de la mesure de l'impact dans les projets en cours de développement. L'Encadré 5 illustre comment peut être structuré un projet conjoint.

L'OIT est également membre du Comité directeur opérationnel du Fonds commun pour les ODD. Cette position lui permet de contribuer aux réflexions sur le travail décent lors des discussions stratégiques du Fonds. À mesure que le Fonds évolue, les enseignements et problématiques liés à l'intégration du travail décent dans la conception et la mise en œuvre des propositions prennent une importance croissante.

► **Encadré 5. A quoi ressemble une proposition sur le financement des ODD ? Un système de financement innovant pour la résilience climatique, l'égalité des sexes et le travail décent dans les zones rurales du sud-est du Mexique**

Au Mexique, un consortium d'agences des Nations Unies composé de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, du FIDA, de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, de l'Organisation météorologique mondiale et de l'OIT sollicite un financement auprès du Fonds commun des Nations Unies pour les ODD afin de mettre en œuvre un programme conjoint visant à intégrer les Objectifs de Développement Durable dans le financement du secteur agro-industriel (initialement le secteur laitier). Le programme combine des composantes financières et non financières, telles qu'un fonds de garantie et la fourniture d'une assistance technique. Grâce au renforcement des capacités des partenaires financiers, les instruments financiers existants seront adaptés afin de libérer des liquidités sous-utilisées et de créer un environnement favorable aux pratiques durables et productives. En outre, un fonds de garantie sera conçu au sein des fonds fiduciaires pour le développement rural du Mexique afin d'accroître l'accès au financement des segments mal desservis et marginalisés de la chaîne laitière tropicale et de faire entrer de nouveaux PSF dans le secteur. Le programme fournira aux agriculteurs et aux intermédiaires financiers des outils techniques, financiers et non financiers pour accroître leur productivité et leur rentabilité en adoptant une approche plus durable et plus résistante au dérèglement climatique, et favorisera la participation des femmes et des jeunes aux chaînes de valeur.



Pour répondre à la demande des mandats de l'OIT qui souhaitaient renforcer leurs capacités en matière de financement innovant, le CIF-OIT, PARDEV et le programme Finance solidaire ont développé et inauguré une nouvelle formation en ligne, « [Financing decent work](#) », en octobre 2020. La formation, qui combinait modules d'autoapprentissage et webinaires, a réuni 70 participants. L'un des webinaires comprenait un entretien avec M. Mahmoud Mohieldin, envoyé spécial des Nations Unies pour le financement de l'Agenda 2030 pour le développement durable. Le programme Finance solidaire a organisé un webinaire sur les « mécanismes de financement pour promouvoir le travail décent », avec des intervenants de [Harambee](#), [Yellowwoods](#) et [Incofin](#), qui ont partagé leur expérience sur les moyens de cibler l'emploi des jeunes et le traitement responsable des employés par l'emploi de contrats à impact social ou par l'investissement d'impact. Nous attendons avec intérêt les sessions en [français](#) et en [espagnol](#) de cette nouvelle formation en 2021.

Si la COVID-19 a éclipsé de nombreux débats sur le financement du développement en 2020, la crise climatique prend une importance croissante, non seulement en raison de ses effets destructeurs déjà manifestes et des perspectives inquiétantes, mais aussi de l'appel à « reconstruire mieux ». Dans ce contexte, le concept de transition juste est au cœur de l'agenda des décideurs politiques, de la société civile, des entreprises et du secteur financier. Confrontées à des actifs dépréciés au sein de leurs portefeuilles, à des opportunités d'investissement dans l'économie verte et à l'appel de la société à accélérer l'action, les institutions financières sollicitent des orientations concrètes sur la manière d'intégrer les impératifs de transition juste dans leur prise de décision. En 2020, nous avons commencé à répondre à cette demande, en nous engageant auprès de l'Initiative financière du Programme des Nations Unies pour l'environnement et en intervenant [lors d'un webinaire](#) sur le sujet. En 2021, nous avons pour objectif de lancer un dispositif de capitalisation des connaissances et d'assistance technique de plus grande ampleur pour les innovations financières en faveur de la transition juste, et de développer des orientations concrètes dans le domaine bancaire, de l'investissement et de l'assurance.

► Perspectives pour 2021

► Expérimentation ► Apprentissage ► Documentation ► Promotion ►►►



Inclusion financière

- Lancement des activités du Centre mondial sur les salaires numériques pour le travail décent avec des interventions dans les pays suivants : Cambodge, Indonésie, Kenya, Mexique, Pérou et Philippines
- Lancement d'un nouveau programme visant à améliorer l'accès des PME au financement en Indonésie
- Soutien aux efforts visant à fournir des services financiers et non financiers aux petits exploitants agricoles par l'expérimentation de différents modèles de prestation de services en Côte d'Ivoire, en Égypte, au Malawi, au Mali, au Nigeria et en Ouganda, afin de s'attaquer aux causes profondes du travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement du cacao, du coton, du café et du thé
- Publication de cinq études de cas sur l'expérience des PSF en matière de services aux réfugiés
- Publication des premières observations des PSF qui testent des solutions intégrées de gestion des risques en Inde, en Indonésie et aux Philippines
- Formation de formateurs en éducation financière au profit des réfugiés et de leurs communautés d'accueil en Égypte, en Éthiopie, en Irak, au Kenya, au Liban, au Soudan et en Ouganda
- Lancement des activités mondiales de partage des connaissances et de sensibilisation du Centre mondial sur les salaires numériques pour le travail décent
- Renforcement des capacités des institutions financières à servir les réfugiés et leurs communautés d'accueil en Éthiopie, en Irak, au Kenya et en Ouganda
- Organisation de formations de formateurs (et/ou certification) en éducation financière en Argentine, au Costa Rica, en Équateur, au Honduras, en Jordanie, au Mexique, au Pérou, en Tunisie et en Uruguay

►►►
Expérimentation

►►►
Documentation

►►►
Promotion



Assurance d'impact

- Lancement d'une nouvelle initiative, avec l'Agence française de développement (AFD), pour apporter un appui aux partenariats public-privé innovants visant à améliorer l'efficacité de la gestion des risques
- Démarrage d'un nouveau projet avec la Fondation Grameen Crédit Agricole pour aider les PSF à améliorer leur propre gestion des risques et celle de leurs clients
- Lancement d'une communauté de pratique parmi les assureurs intéressés par la conception et la fourniture de services d'assurance aux femmes, en collaboration avec l'IFC
- Publication d'une étude sur les contributions de l'InsurTech à l'assurance d'impact
- Publication d'un premier état des lieux des innovations en matière d'assurance habitation au Kenya
- Offre de notre programme de formation en ligne « Assurance pour le développement » en espagnol
- Lancement de la certification des formateurs en assurance d'impact en Égypte, en collaboration avec l'agence allemande de développement international (GIZ)
- Développement d'un nouveau programme de formation, « Gestion des risques et assurance pour les PME - Aider les MPME à comprendre et à gérer leurs risques », également en partenariat avec la GIZ
- Poursuite de nos activités de développement du marché en Colombie et au Mexique

►►►
Expérimentation

►►►
Apprentissage

►►►
Documentation

►►►
Promotion



© ILO, Nadia Esposito



Investissement durable

- ▶ Promotion de la collaboration avec les investisseurs d'impact sur des thèmes liés au changement climatique, à la transition juste, à l'investissement en faveur des personnes handicapées et au travail des enfants
- ▶ Lancement de notre outil d'évaluation des systèmes de gestion durable pour les institutions de financement du développement et d'autres institutions financières
- ▶ Poursuite de la collaboration avec l'AATIF
- ▶ Publication du document *Innovative finance and the promotion of decent work: The role of trade unions* (Finance innovante et promotion du travail décent : le rôle des syndicats)
- ▶ Offre d'une assistance technique pour la mise en œuvre de stratégies d'investissement d'impact en faveur des emplois de qualité
- ▶ Poursuite de la collaboration avec le Fonds commun des Nations Unies pour les ODD sur l'évaluation des propositions, le soutien à la mise en œuvre des programmes communs et la gouvernance globale du fonds


Expérimentation


Apprentissage


Documentation


Promotion

► Suivez notre actualité



Inscrivez-vous sur nos listes de diffusion
http://ilo.msgfocus.com/k/Ilo/ilo_subscribe



Visitez notre site web
www.ilo.org/socialfinance



Participez à nos événements et formations
www.impactinsurance.org/events
or www.ilo.org/socialfinance

Suivez-nous sur les réseaux sociaux



[Social Finance & Impact Insurance](#)



[/ImpactInsuranceFacility](#)



[@IIFacility](#)



[/impact-insurance](#)



► Annexes

1. Bailleurs de fonds et partenaires



Le partenariat stratégique entre l'AATIF et l'OIT vise à accroître la capacité des acteurs du financement agricole en Afrique à rechercher des impacts sociaux et environnementaux positifs et à mieux gérer ces impacts. Les partenaires comprennent des entreprises bénéficiaires de l'AATIF, comme les prestataires de services financiers locaux qui élargissent leur portefeuille de prêts agricoles, les responsables de systèmes de production impliquant de petits exploitants agricoles, les agriculteurs commerciaux ou les transformateurs et négociants de produits agricoles.



Ce partenariat vise à renforcer la capacité de résistance aux risques des populations à faible revenu d'Afrique subsaharienne. Le projet prévoit des interventions de recherche-action dans l'objectif d'accroître l'échelle des innovations afin d'améliorer l'accès à des produits d'assurance de qualité. Il intervient en renforcement des capacités auprès des partenaires et du secteur dans son ensemble et contribue à diffuser les nouveaux enseignements auprès des gouvernements et des autres acteurs concernés afin d'orienter les politiques publiques.



Ce partenariat vise à développer un système de gestion sociale et environnementale pour le FCPB (CFC), une institution financière intergouvernementale qui investit dans des projets de développement relatifs aux produits de base dans le monde entier.



Grâce à ce partenariat avec la Fondation Ford, l'OIT contribue à améliorer la compréhension et la mise en œuvre des services d'assurance parmi les agriculteurs et les travailleurs agricoles, et à promouvoir les mécanismes de sensibilisation appropriés pour leur permettre d'accéder aux programmes d'assurance gouvernementaux.



Le partenariat entre le GIIN, le CIF-OIT et l'OIT visait à développer des stratégies d'investissement d'impact pour favoriser les emplois de qualité dans le cadre du projet « Navigating impact » du GIIN.



L'OIT collabore avec la GIZ sur un ensemble d'activités, notamment le renforcement des capacités des assureurs en Afrique et en Asie dans le domaine de l'assurance inclusive, la formation à la gestion des risques des PME au Maroc et, dans le cas de la GIZ au Pakistan, sur une évaluation actuarielle des régimes nationaux d'assurance maladie.



En partenariat avec le Terwilliger Center for Innovation in Shelter d'Habitat for Humanity, nous testons et développons de nouvelles solutions de micro-assurance habitation pour les segments de marché à faible revenu et segments peu ou pas desservis, initialement au Kenya. A la suite d'un appel à candidatures, Britam Insurance Company Kenya a été sélectionnée comme partenaire de mise en œuvre et Sarita Mohanty comme collaboratrice associée du programme Finance solidaire.



Nous collaborons avec le programme d'assurance pour les femmes de l'IFC dans le cadre d'un projet visant à sensibiliser aux besoins particuliers des femmes en assurance et à mettre en évidence les opportunités de marché pour les assureurs qui ciblent les femmes comme clientes et employées. L'objectif final est de réduire l'écart de protection entre les sexes. Les activités comprennent l'animation de la Communauté de pratique sur l'assurance des femmes mentionnée ci-dessus, qui se déroule d'avril 2021 à mai 2022.



Government of the Netherlands



Nous collaborons avec le gouvernement des Pays-Bas sur deux initiatives. Tout d'abord, le gouvernement a lancé un nouveau partenariat, PROSPECTS, pour permettre aux personnes déplacées de force et à leurs communautés d'accueil de bénéficier de meilleures opportunités économiques. Le partenariat développe un nouveau paradigme pour répondre aux crises de déplacement forcé, qui étudie notamment comment l'inclusion financière peut aider à améliorer les moyens de subsistance de ces populations. Ensuite, le gouvernement néerlandais travaille avec le bureau régional de l'OIT pour l'Afrique afin de mettre en œuvre le projet ACCEL Africa. Dans le cadre de ce projet, le programme Finance solidaire étudie les services financiers innovants qui peuvent s'attaquer à certaines des causes profondes du travail des enfants, comme la pauvreté et la vulnérabilité des familles d'agriculteurs. En outre, une étude de faisabilité sur le développement d'un contrat à impact social est menée en Côte d'Ivoire dans la chaîne de valeur du cacao.

En collaboration avec le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, nous poursuivons notre engagement auprès de la National Health Insurance Authority (NHIA) au Ghana afin de renforcer les capacités de son personnel sur les outils analytiques existants et les données numériques.



Supported by:

Federal Ministry for the
Environment, Nature Conservation,
Building and Nuclear Safety

based on a decision of the German Bundestag

Ce partenariat entre l'OIT et l'Initiative de Munich sur l'assurance climatique se concentre sur le renforcement des capacités des assureurs et des canaux de distribution (prestataires), et sur la sensibilisation des consommateurs des pays cible des Caraïbes aux produits d'assurance climatique indicielle.



Investing in rural people

L'OIT et le FIDA collaborent pour améliorer les moyens d'existence des ménages ruraux pauvres, dont les revenus dépendent de l'agriculture et d'autres activités agricoles (et non agricoles), en améliorant leur résilience et en renforçant leur capacité de gestion des risques.

2. Partenaires stratégiques

Facilitateurs internationaux du développement du secteur financier



Financement de la santé



Solutions numériques



Partenaires de renforcement des capacités



Agriculture



3. Partenaires de mise en œuvre

Partenaire	Description de la collaboration
APIF Agence publique hébergée par le ministère de l'Économie et des Finances de Côte d'Ivoire	Le projet vise à soutenir la mise en œuvre d'un programme national d'éducation financière ciblant les petits exploitants agricoles et leurs travailleurs dans les régions productrices de cacao. En outre, de nouveaux services financiers seront étudiés en collaboration avec le secteur financier, afin de répondre aux besoins des travailleurs agricoles.
ANDE Agence de développement national en Uruguay	Partant du constat que le manque de connaissances financières était l'une des principales contraintes empêchant les micro et petits entrepreneurs de développer leurs activités, ce projet visait à renforcer leurs capacités en matière d'éducation financière ainsi qu'à garantir leur compréhension et leur utilisation adéquate des services financiers. L'objectif final était de les aider à prendre des décisions financières plus éclairées pour leur entreprise comme pour leurs finances personnelles.
ANETI Agence nationale pour l'emploi et le travail indépendant de Tunisie	Le partenariat avec l'ANETI a été établi dans le cadre du projet ACJEMP de l'OIT, qui fournit un coaching aux jeunes pour renforcer leur employabilité sur le marché du travail. Dans le cadre de ce projet, l'OIT a apporté son soutien à l'ANETI pour diversifier son offre de services d'appui aux jeunes demandeurs d'emploi et pour intégrer le programme d'éducation financière de l'OIT dans son offre de formation..
CNAM Caisse nationale d'assurance maladie de Côte d'Ivoire	Le projet vise à accroître l'accès à l'assurance et à améliorer l'expérience globale des petits exploitants agricoles en matière de couverture maladie universelle en facilitant les partenariats avec les coopératives de cacao et les acteurs de la chaîne de valeur.
CONAMI Commission nationale du microcrédit, hébergée par le ministère du Développement social de l'Argentine	Cette collaboration avec la CONAMI et l'OIT est ancrée dans la Stratégie nationale d'inclusion financière et vise à déployer conjointement le programme d'éducation financière de l'OIT à l'échelle nationale, en se concentrant spécifiquement sur les personnes en situation de vulnérabilité socio-économique. L'objectif de cette collaboration est particulièrement axé sur l'autonomisation financière des femmes et leur donne les clés pour assumer pleinement leur rôle et gérer les finances de leur famille.
FMEF Fondation marocaine pour l'éducation financière créée à l'initiative de la Banque centrale du Maroc	En 2016, l'OIT et la FMEF ont signé un protocole d'accord pour matérialiser leur collaboration et refléter leur volonté commune de promouvoir l'inclusion financière au Maroc à travers le renforcement de l'éducation financière dans le pays. Ce partenariat stratégique à long terme a pour objectif ultime de faire émerger des initiatives structurelles visant à renforcer et pérenniser le programme d'éducation financière de l'OIT dans le pays, et par-là de soutenir le développement socio-économique des différents bénéficiaires ciblés par la FMEF et l'OIT au Maroc.
NHIA Organisme public d'assurance maladie du Ghana	La NHIA gère le régime national d'assurance maladie du Ghana. Après le succès d'un projet sur la digitalisation du processus de renouvellement (qui permet aux membres de renouveler leur adhésion par le biais de leur téléphone portable), nous continuons à soutenir la NHIA dans l'utilisation des données numériques, existantes ou nouvelles, et des outils analytiques, ainsi que dans le renforcement des capacités.



© ILO, Marcel Crozet

Solutions intégrées de gestion des risques

Organisation	Idée de projet
CLIMBS Assureur coopératif auprès des COOPEC Philippines	CLIMBS est un assureur coopératif qui travaille avec des coopératives d'épargne et de crédit (COOPEC). Le projet proposé vise à aider trois COOPEC à mieux gérer les risques sanitaires et agricoles en combinant l'assurance aux prêts et comptes d'épargne existants.
KGFS Société financière non bancaire (SFNB) Inde	KGFS est une société financière non bancaire opérant dans quatre États de l'Inde et servant 800 000 clients. Le projet vise à améliorer sa solution numérique de gestion du patrimoine, qui utilise les données sur les clients pour définir des segments de clientèle types et concevoir des produits adaptés à ces segments. La société prévoit par ailleurs de simplifier l'offre aux clients en créant un système grâce auquel les clients effectueraient des paiements mensuels (similaires à ceux des remboursements de prêts) qui seraient ensuite affectés à un portefeuille personnalisé de produits d'épargne, d'assurance et d'investissement.
KMBI Institution de microfi- nance et organisation non-gouvernementale Philippines	KMBI est une institution de microfinance qui propose des prêts, des assurances, de l'épargne et des services de développement d'entreprise. Elle compte actuellement 150 000 clients. La solution qu'elle propose consiste à combiner l'assurance et les prestations gouvernementales à son produit d'épargne existant la première année, puis à introduire un produit de prêt d'urgence la deuxième année.
KOMIDA Coopérative Indonésie	KOMIDA est une coopérative bien établie qui compte 520 000 membres. Elle propose quatre produits de prêt, mais 95 % du portefeuille est constitué de prêts aux entreprises. KOMIDA aimerait effectuer une analyse de rentabilité des produits actuels de prêt/épargne et utiliser les résultats pour élaborer une stratégie produit.
PNM SFNB (propriété de l'État) Indonésie	PNM est une SFNB qui gère deux programmes de prêts gouvernementaux dont bénéficient plus de 3 millions de femmes. PNM distribue <i>Mekaar</i> , un prêt de groupe, aux femmes microentrepreneurs. La société souhaite introduire une version améliorée du produit (<i>Mekaar Plus</i>) pour inclure de l'épargne et de l'assurance. Elle fournit des services de renforcement des capacités à ses membres afin d'améliorer leurs opérations commerciales.

4. Supports de connaissances en 2020

Emerging Insights

- ▶ **EI 164 : Le meilleur de 2019**
Thème : Impact
Source : Programme Impact Insurance
- ▶ **EI 165 : Solutions intégrées de gestion des risques pour les ménages à faible revenu**
Thème : Produits mixtes
Source : Dvara Research
- ▶ **EI 166 : Aider les mères à épargner pour l'éducation**
Thème : Produits mixtes
Source : KOMIDA
- ▶ **EI 167 : Concevoir des produits d'assurance qui servent mieux les femmes entrepreneurs**
Thème : Améliorer la valeur
Source : SheForShield
- ▶ **EI 168 : Les réseaux postaux facilitent les opérations de porte-à-porte pendant la COVID-19**
Thème : Autres canaux
Source : Times of India
- ▶ **EI 169 : Les filets de sécurité pour les femmes déclinent**
Thème : Impact
Source : Feminist Finance Podcast
- ▶ **EI 170 : Au-delà des canaux de distribution traditionnels pour développer un marché de l'assurance naissant**
Thèmes : Autres canaux, Vente, Partenariat
Source : Programme Impact Insurance
- ▶ **EI 171 : Un portefeuille de santé numérique pour aider des millions de Kenyans à accéder aux soins de santé**
Thème : Santé
Source : Programme Impact Insurance
- ▶ **EI 172: Les femmes peuvent devenir de puissants défenseurs de l'assurance au sein des communautés locales**
Thème : Agriculture
Source : Programme Impact Insurance
- ▶ **EI 173 : Créer une culture de l'assurance efficace, durable et socialement responsable en Colombie**
Thème : Expérience nationale
Source : Programme Impact Insurance

- ▶ **EI 174 : L'innovation au service de l'assurance inclusive pendant la pandémie**
Thème : Santé
Source : Programme Impact Insurance
- ▶ **EI 175 : Le potentiel de la télémédecine dans le secteur de l'assurance inclusive**
Thème : Santé
Source : Microinsurance Network
- ▶ **EI 176 : Repenser l'assurance pour les MPME**
Thèmes : Développement de produit, Demande
Source : Microinsurance Network

Briefs

- ▶ AATIF. 2020. **Wienco Ltd., Ghana**, Impact Brief 4
- ▶ AATIF. 2020. **Export Trading Group Malawi**, Impact Brief 5
- ▶ AATIF. 2020. **Cooper K-Brands Limited, Kenya**, Impact Brief 6
- ▶ AATIF. 2020. **GADCO, Ghana**, Impact Brief 7
- ▶ AATIF. 2020. **Tanganda Tea Company Limited, Zimbabwe**, Impact Brief 8
- ▶ Merry, A.; Magnoni, P. 2020. **NBC Mozambique**, Case Brief 23
- ▶ Merry, A.; Prashad, P. 2020. **People's Education and Development Organization: Krishi-Sakhis**, Case Brief 25
- ▶ Morgan, L. 2020. **Plateforme de santé numérique M-TIBA**, Case Brief 24
- ▶ Morales, N. 2020. **Fasecolda**, Case Brief 26
- ▶ Morales, N. 2020. **Tunajali**, Case Brief 27
- ▶ Morales, N. 2020. **Assurance Accidents sportifs - PROFIN Foundation**, Case Brief 28

Papers

- ▶ ACRE Africa. 2020. **3-D client value assessment for ACRE Rwanda maize and livestock insurance products**

- ▶ Fonteneau, B.; Pollet, I. 2020. [La contribution de l'économie sociale et solidaire et de la finance solidaire à l'avenir du travail](#)
- ▶ Lieuw-Kie-Song, M.; Mariño, M.; Messineo Libano, F.; Richter, P. 2020. [Employment effects in impact investments](#)
- ▶ Mariño, M.; Richter, P. 2020. [From sustainability commitment to impact – how a social and environmental management system translates intention into action](#)
- ▶ Munich Climate Insurance Initiative; CCRIF SPC; the ILO's Impact Insurance Facility. 2020. [20 lessons learned from the Climate Risk Adaptation and Insurance in the Caribbean project](#)
- ▶ National Association of Labour Banks. 2020. [Rokin Banks' responses to the COVID-19 outbreak in Japan](#)
- ▶ Sharma, N.; Shastri, S. 2020. [From cash to digital wage payments in Viet Nam: Win-win for enterprises and workers](#)
- ▶ Programme Impact Insurance, [Digital tools for agent recruitment and training](#), Impact Insurance (blog), 29 avril 2020.
- ▶ Preeti Sancheti, [Handling the COVID-19 pandemic in the Philippines: The experience of cooperatives](#), Impact Insurance (blog), 5 mai 2020.
- ▶ Programme Impact Insurance, [Digital tools for agent incentives and monitoring](#), Impact Insurance (blog), 14 mai 2020.
- ▶ Craig Churchill, [The financial sector and the world of work](#), Impact Insurance (blog), 18 mai 2020.
- ▶ Programme Impact Insurance, [How BBVA Microfinance Foundation increased voluntary microinsurance sales by 20% in one year](#), Impact Insurance (blog), 29 mai 2020.
- ▶ Prashansa Jain, [KMBI: Dealing with and planning for the immediate and long-term impacts of COVID-19 in the Philippines](#), Impact Insurance (blog), 15 juin 2020.

Articles de blogs

- ▶ Sandeep Kumar, [Dvara KGFS' wealth management—Goal linked savings and investment for microfinance customers](#), Impact Insurance (blog), 31 janvier 2020.
- ▶ Programme Impact Insurance, [The year 2019 in blogs](#), Impact Insurance (blog), 31 janvier 2020.
- ▶ Programme Impact Insurance, [The importance of research—What MFIs can learn](#), Impact Insurance (blog), 28 février 2020.
- ▶ Preeti Sancheti, [Savings-linked solutions in the Philippines](#), Impact Insurance (blog), 18 mars 2020.
- ▶ Programme Impact Insurance, [Integrated risk management—savings-linked solutions](#), Impact Insurance (blog), 30 mars 2020.
- ▶ Alice Merry, [Tackling women's employment and digital financial inclusion in one](#), Impact Insurance (blog), 7 avril 2020.
- ▶ Programme Impact Insurance, [Britam Microinsurance: Dealing with and planning for immediate and long-term impacts of COVID-19](#), Impact Insurance (blog), 21 avril 2020.
- ▶ Nicolas Morales, [Transformando la Industria Aseguradora en Argentina](#), Impact Insurance (blog), 25 juin 2020.
- ▶ Nicolas Morales, [Transforming the insurance industry in Argentina](#), Impact Insurance (blog), 25 juin 2020.
- ▶ Prashansa Jain, [Digital Sakhi: A digital financial inclusion initiative of rural women in India](#), Impact Insurance (blog), 26 juin 2020.
- ▶ Reinhard Marcellino, [The impact of COVID-19 on MFIs, small and medium enterprises and farmers in Indonesia](#), Impact Insurance (blog), 10 juillet 2020.
- ▶ Camyla Fonseca, [Insurance for Development—An exciting new online learning opportunity](#), Impact Insurance (blog), 21 juillet 2020.
- ▶ Programme Impact Insurance, [The Social Finance Fellowship Programme—a unique professional opportunity benefiting the financial inclusion and insurance industry](#), Impact Insurance (blog), 25 août 2020.
- ▶ Preeti Sancheti, [Insurance for Development—Lessons learned: Distribution](#), Impact Insurance (blog), 15 octobre 2020.

- Nicolas Morales, [¿Cómo está impulsando Colombia los seguros inclusivos?](#), Impact Insurance (blog), 21 octobre 2020.
- Nicolas Morales, [Promoting inclusive insurance in Colombia: the experience of Fasecolda](#), Impact Insurance (blog), 21 octobre 2020.
- Preeti Sancheti, [Insurance for Development—Lessons learned: Agricultural Insurance—Product Design Considerations](#), Impact Insurance (blog), 23 octobre 2020.
- Alice Merry, [Unlocking demand: Learning to deliver what matters to clients in Mexico](#), Impact Insurance (blog), 29 octobre 2020.
- Preeti Sancheti, [Insurance for Development—Lessons learned: Claims management](#), Impact Insurance (blog), 12 Novembre 2020.
- Impact Insurance Facility, [Providing insurance responsibly](#), Impact Insurance (blog), 26 Novembre 2020.
- Alice Merry, [Creating a roadmap for rural insurance development in Colombia](#), Impact Insurance (blog), 4 Décembre 2020.
- Alice Merry, [Creación de una hoja de ruta para el desarrollo del seguro rural en Colombia](#), Impact Insurance (blog), 4 Décembre 2020.
- [Financial Education Trainee's Booklet for Women and Girls in Egypt](#) (Livret de l'apprenant en éducation financière pour les femmes et les filles en Égypte)
- [Financial Education Trainee's Booklet for Youth and their families in Egypt](#) (Livret de l'apprenant en éducation financière pour les jeunes et leurs familles en Égypte)
- [Financial Education Trainer's Manual for Youth and Women in Egypt](#) (Manuel du formateur pour la formation en éducation financière pour les jeunes et les femmes en Égypte)
- [Financial Education Trainee's Booklet for Youth and Women in Tunisia](#) (Livret de l'apprenant en éducation financière pour les jeunes et les femmes en Tunisie)
- [Financial Education Trainer's Manual for All Vulnerable Groups in North Africa](#) (Manuel du formateur pour la formation en éducation financière pour les groupes vulnérables en Afrique du Nord)
- [Financial Education Trainee's Booklet for Youth in Cabo Verde](#) (Livret de l'apprenant en éducation financière pour les jeunes au Cap Vert)
- [Financial Education Trainer's Manual for Youth in Cabo Verde](#) (Manuel du formateur pour la formation en éducation financière pour les jeunes au Cap Vert)

Matériels de formation

- [Effective insurance selling](#) (Vendre l'assurance efficacement)
- [Integrated risk management solutions](#) (Solutions intégrées de gestion des risques)
- [Going digital – Creating multiple access points](#) (Transformation numérique – Créer des points d'accès multiples)
- [E-learning Insurance for Development](#) (Formation en ligne sur l'assurance pour le développement)
- [Formation en ligne en éducation financière](#) (Formation en ligne en éducation financière, en arabe)
- [Formation en ligne en éducation financière](#) (français)
- [Financial Education Trainee's Booklet for Potential and Returning Migrants in Ghana](#) (Livret de l'apprenant en éducation financière pour les migrants potentiels et migrants de retour au Ghana)
- [Financial Education Trainee's Booklet for Potential and Returning Migrants in Nigeria](#) (Livret de l'apprenant en éducation financière pour les migrants potentiels et migrants de retour au Nigeria)
- [Financial Education Trainer's Manual for Potential and Returning Migrants in Ghana and Nigeria](#) (Manuel du formateur pour la formation en éducation financière pour les migrants potentiels et migrants de retour au Ghana et au Nigéria)

- ▶ Financial Education Trainer's Manual for Rural communities in Sierra Leone (Manuel du formateur pour la formation en éducation financière pour les communautés rurales en Sierra Leone)
- ▶ [Financial Education Trainee's Booklet for Migrants and Refugees in Andean countries](#) (Livret de l'apprenant en éducation financière pour les migrants et les réfugiés dans les pays andins)
- ▶ Financial Education Trainer's Manual for Migrants and Refugees in Andean countries (Manuel du formateur pour la formation en éducation financière pour les migrants et les réfugiés dans les pays andins)
- ▶ [Financial Education Trainee's Booklet for Women in Argentina](#) (Livret de l'apprenant en éducation financière pour les femmes en Argentine)
- ▶ Financial Education Trainer's Manual for Women in Argentina (Manuel du formateur pour la formation en éducation financière pour les femmes en Argentine)
- ▶ [Financial Education Trainee's Booklet for Women and their families in Argentina](#) (Livret de l'apprenant en éducation financière pour les femmes et leurs familles en Argentine)
- ▶ Financial Education Trainer's Manual for Women and their families in Argentina (Manuel du formateur pour la formation en éducation financière pour les femmes et leurs familles en Argentine)
- ▶ [Financial Education Trainee's Booklet for Micro and Small Entrepreneurs in Uruguay](#) (Livret de l'apprenant en éducation financière pour les micros et petits entrepreneurs en Uruguay)
- ▶ Financial Education Trainer's Manual for Micro and Small Entrepreneurs in Uruguay (Manuel du formateur pour la formation en éducation financière pour les micros et petits entrepreneurs en Uruguay)

Webinaires

- ▶ 31 mars de 2020: [Integrated risk management solutions](#) (Solutions intégrées de gestion des risques)
- ▶ 12 mai de 2020: [Building integrated wealth and risk management solutions](#) (Concevoir des solutions intégrées de gestion du patrimoine et des risques)
- ▶ 9 juillet 2020: [From cash to digital wage payments in Viet Nam: Win-win for enterprises and workers](#) (Du paiement en espèces au paiement numérique des salaires au Viet Nam : une solution gagnant-gagnant pour les entreprises et les travailleurs)
- ▶ 13 août 2020 : [Agriculture insurance – Lessons from Africa](#) (Assurance agricole – Enseignements des expériences africaines), organisé en collaboration avec CIFM Nigeria
- ▶ 24 septembre 2020 : [Live Talk 01: Risk management for agri-SME finance: Addressing new challenges in the era of COVID-19](#) (Gestion des risques dans le financement des agri-PME : relever de nouveaux défis dans le contexte de la COVID-19), organisé en collaboration avec SAFIN, PARM et le Forum for Agricultural Risk Management in Development (FARM-D)
- ▶ 29 octobre 2020 : [Live Talk 02: Case study analysis: examples of risk management for agri-SME finance](#) (Analyse d'études de cas : exemples de gestion des risques dans le financement des agri-PME), organisé en collaboration avec SAFIN, PARM et FARM-D
- ▶ 3 novembre 2020 : [Public-private partnerships for inclusive insurance against climate risks: What works and what does not?](#) (Partenariats public-privé pour la promotion de l'assurance inclusive contre les risques climatiques : qu'est-ce qui fonctionne ?), organisé lors de la Conférence internationale 2020 sur l'assurance inclusive
- ▶ 3 novembre 2020 : [The role of mobile in scaling index insurance](#) (Le rôle des technologies mobiles dans le développement de l'assurance indiciaire), organisé lors de la Conférence internationale 2020 sur l'assurance inclusive

- 4 novembre 2020 : [Integrated risk management solutions](#) (Solutions intégrées de gestion des risques), organisé lors de la Conférence internationale 2020 sur l'assurance inclusive
- 5 novembre 2020 : [Insurance from a distance: Using remittances to increase protection](#) (Assurance à distance : utiliser les envois de fonds des migrants pour accroître la protection), organisé lors de la Conférence internationale 2020 sur l'assurance inclusive
- 5 novembre 2020 : [Analysing the client value of hospital cash products](#) (Analyser la valeur pour le client des produits d'indemnités hospitalisation), organisé lors de la Conférence internationale 2020 sur l'assurance inclusive
- 20 novembre 2020 : [Fasecolda InsurTech meeting: Index insurance](#) (Rencontres InsurTech Fasecolda : l'assurance indicielle)
- 11 décembre 2020 : [Live Talk 03: Examples of agri-SME risk management and post-COVID policy implications](#) (Exemples de gestion des risques chez les agri-PME et implications politiques post-COVID), organisé en collaboration avec SAFIN, PARM et FARM-D

Pages web thématiques

- Programme Finance solidaire, [Finance et travail des enfants](#), janvier 2020
- Programme Finance solidaire, [Genre et inclusion financière](#), mars 2020
- Programme Finance solidaire, [Gestion des risques, finance inclusive et COVID-19](#), juin 2020
- Programme Finance solidaire, [Financer l'économie sociale et solidaire](#), novembre 2020



► Annexe 5. L'équipe



Edgar Aguilar
Expert technique

Basé en Côte d'Ivoire au Bureau régional de l'OIT pour l'Afrique, Edgar est le point focal pour le développement du marché de l'assurance en Afrique. Il apporte également un soutien technique au projet ACCEL Africa sur l'innovation financière.



Valerie Breda
Expert technique

Valerie est responsable des travaux du programme Finance solidaire portant sur la finance inclusive pour les travailleurs et les jeunes, les coopératives financières, l'économie sociale et solidaire et le paiement des salaires par voie numérique.



Craig Churchill
Chef

Craig dirige le programme Finance solidaire de l'OIT.



Aparna Dalal
Expert en recherche

Basée à Hong Kong (Chine), Aparna dirige l'initiative de recherche et d'innovation du Programme Impact Insurance. Elle travaille principalement sur les services mobiles et la combinaison de l'assurance avec d'autres services financiers.



Camyla Fonseca
Chargée de la gestion
des connaissances et du
renforcement des capacités

Camilla est responsable de la mise en œuvre des activités de renforcement des capacités du Programme Impact Insurance.



Nalina Ganapathi
Assistante administrative
principale

Nalina soutient les activités administratives et opérationnelles du programme Finance solidaire.



Yousra Hamed
Expert technique

Yousra dirige le programme international de Finance solidaire sur l'éducation financière, l'inclusion financière des travailleurs migrants, des réfugiés et des contextes fragiles, ainsi que sur l'accès au financement par le biais des associations d'employeurs.



Fadia Jradi
Expert technique

Fadia est responsable de l'inclusion financière et de l'entrepreneuriat dans la région MENA, dans le cadre du projet PROSPECTS de l'OIT.



Margarita Lalayan
Responsable de programme

Basée à Turin (Italie), Margarita est en charge du renforcement des capacités en finance solidaire au Centre international de formation de l'OIT, notamment des programmes de formation renommés Making Microfinance Work.



Mónica Mariño
Chargée de projet junior

Mónica apporte son appui aux travaux du programme Finance solidaire sur l'investissement durable et la finance innovante, en particulier en travaillant sur les projets menés avec l'AATIF et le CFC.



Fernando Messineo Libano
Expert technique

Fernando travaille sur des questions liées à l'investissement durable et à la gestion des risques sociaux et environnementaux, notamment avec l'AATIF.



Lisa Morgan
Expert technique

Lisa est responsable du travail du Programme Impact Insurance portant sur l'assurance santé dans les secteurs public et privé et apporte sa contribution dans les domaines de la santé mobile, de l'analyse actuarielle et du développement de la stratégie. Elle participe au mentorat des collaborateurs associés.





Pranav Prashad
Expert technique

Pranav dirige le travail du Programme Impact Insurance sur l'assurance agricole, les canaux de distribution alternatifs et les services mobiles. Il est également le point focal du Programme pour le développement du marché en Asie.



Patricia Richter
Expert technique

Patricia dirige les travaux du programme Finance solidaire sur l'investissement durable et la finance innovante. Dans ce cadre, elle gère les collaborations de l'OIT avec l'AATIF et le CFC.



**Victor Hugo
Sanchez Valverde**
Assistant administratif

Victor soutient les activités administratives et opérationnelles du programme Finance solidaire.

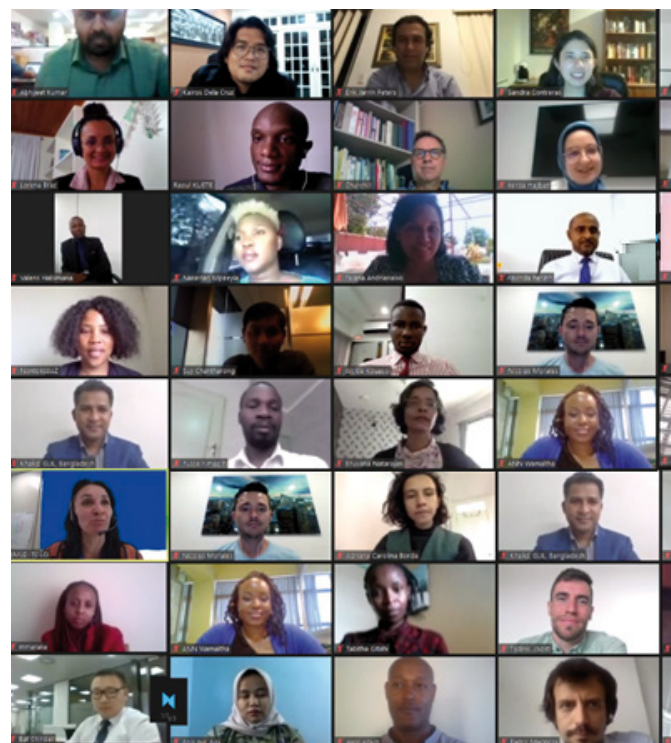


Joost Tijdink
Chargé de la gestion
des connaissances

Joost appuie les activités de communication et de gestion des connaissances et de renforcement des capacités du Programme Impact Insurance.

Nous tenons à remercier Owais Parray, Ola Nilsmo et Gen Nakatomi pour leur remarquable contribution au fil des années de collaboration.

Des stagiaires et collaborateurs intérimaires ont apporté une contribution précieuse au programme Finance solidaire en 2020. Remerciements particuliers à Alessandro Tronconi pour son engagement.



Ce Rapport annuel présente les activités du programme Finance solidaire de l'OIT en 2020. Dans une perspective de justice sociale, le programme Finance solidaire travaille avec le secteur financier pour faciliter sa contribution à l'Agenda pour le travail décent de l'OIT. Dans cette perspective, il collabore avec des banques, des institutions de microfinance, des coopératives de crédit, des assureurs, des investisseurs et d'autres acteurs afin de tester de nouveaux produits, approches et processus financiers. Le Programme Impact Insurance contribue à ce travail en aidant le secteur de l'assurance, les gouvernements et leurs partenaires à concrétiser le potentiel de l'assurance en termes de développement économique et social.



Programme Finance solidaire
Département Entreprises
Organisation internationale du travail

4, route des Morillons
CH-1211 Genève 22
Suisse

T : +41 22 799 8056
F : +41 22 799 6896

Email: socialfinance@ilo.org
impactinsurance@ilo.org
www.ilo.org/socialfinance
www.impactinsurance.org